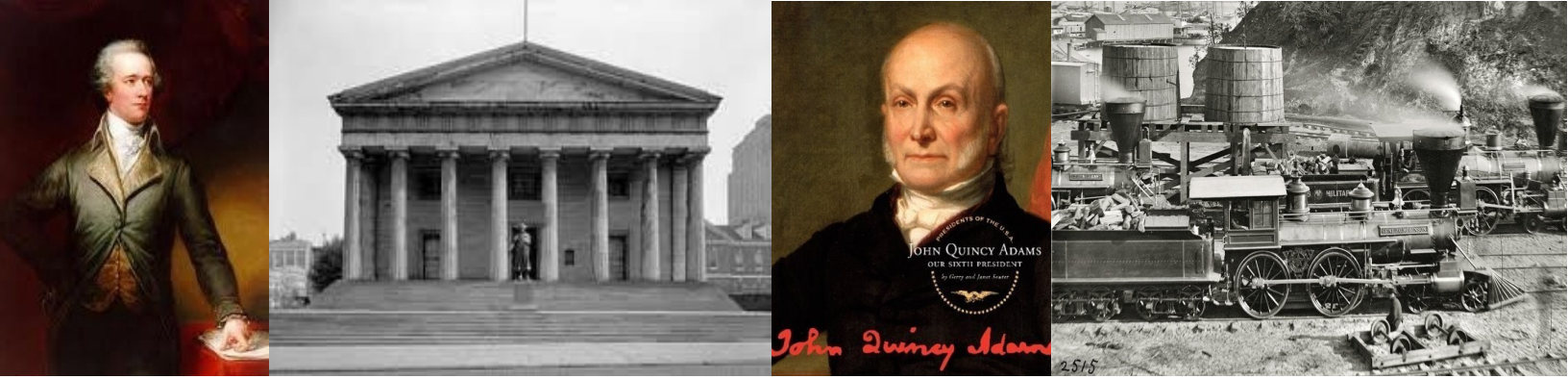


POUR UNE RELANCE DE L'ÉCONOMIE PHYSIQUE:



Un système Glass-Steagall, une Banque nationale,



NAWAPA et autres grands projets



Table des matières

Préface

- La fin d'un système imperial
par Lyndon LaRouche

Introduction

- Lettre ouverte aux parlementaires canadiens

APPEL À UN GLASS-STEAGALL GLOBAL

RESOLUTION D'URGENCE :

NAWAPA XXI : APPLIQUER UN SYSTÈME DE CRÉDIT PUBLIC

UN SYSTÈME GALSS-STEAGALL :

- Glass-Steagall : Tour du monde des projets législatifs
- USA-la proposition de loi HR 129
Le texte du projet de loi rétablissant Glass-Steagall !
- Un dirigeant de la Fed veut couper les banques en deux !
- Thomas Hoenig : Séparer les banques pour permettre de justes faillites
- Réforme bancaire: Britanniques et Allemands moins dociles que les Français ?
- GLASS-STEAGALL, REGLE VOLCKER, OPTION VICKERS - Ce que dit la loi

UNE BANQUE NATIONALE :

- La Banque Nationale d'Alexander Hamilton
- Rapport sur une Banque Nationale (1790)

NAWAPA XXI:

- La mise en œuvre
- Introduction au rapport NAWAPA XXI

APPENDICE

- L'hyperinflation frappe maintenant !

La fin d'un système imperial

par Lyndon LaRouche

12 juillet 2012

Dès 1989, le défunt président français François Mitterrand, alors sous influence britannique, a joué un rôle-clé dans la mise en place d'une politique destructrice des économies d'Europe occidentale et centrale, comme les événements actuels le démontrent. Ce processus a commencé lorsque Mitterrand, dans une parodie de Napoléon III, menaçait implicitement l'Allemagne d'une guerre si elle refusait de se soumettre à ce qui allait devenir un « système Euro » sous supervision britannique. Ce changement intervint au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, alors que l'Allemagne de l'Est était sur le point de se réunifier avec l'Allemagne de l'Ouest. Terrifié par l'idée d'une Allemagne réunifiée et libre, le Président français l'avait implicitement menacée d'une guerre totale. [Cf. [le livre Verbatim de Jacques Attali sur cette période](#), Ndlr.]

La condition posée à l'Allemagne par le groupe composé de Mitterrand, de Margaret Thatcher et du président George H.W. Bush, était qu'elle abandonne sa souveraineté au sein du « système euro », comme toutes les autres nations d'Europe occidentale continentale. La désintégration de l'Europe continentale centrale et occidentale, incluant également les îles britanniques, a en réalité commencé dès ce moment-là.

Or, le cours des événements vient soudainement de changer, de manière positive. En toute lucidité, une large faction des élites britanniques a proposé que la Grande-Bretagne se joigne aux Etats-Unis afin de donner à la région transatlantique une nouvelle orientation, cohérente avec le Glass-Steagall [loi américaine de 1933 séparant les banques d'affaires des banques de dépôt et de crédit, ndlr]. Comme il fallait s'y attendre, beaucoup ont réagi avec défiance, y compris parmi mes propres associés - temporairement, bien entendu. Néanmoins, certains cercles aux Etats-Unis et en Angleterre semblent avoir finalement réalisé l'ampleur du processus d'effondrement général dans lequel nous nous trouvons, provoqué par cette fraude transatlantique connue sous le nom de « LIBOR ». Il reste beaucoup d'incertitudes ; mais quoi qu'il arrive, la forme actuelle des machinations financières transatlantiques est entrée dans sa phase terminale, la phase la plus sale et la plus meurtrière. Tout cela a commencé vers 2001, suite à l'adoption de la loi américaine Gramm-Leach-Bliley du 12 novembre 1999 [abrogeant le Glass-Steagall Act, ndlr], qui a ouvert la voie à la grande escroquerie transatlantique du LIBOR, destinée à détruire les Etats-Unis, entre autres.

Certains cercles dirigeants anglais ont désormais compris que cette destruction visait également la Grande-Bretagne. On doit y remédier de toute urgence.

Je défends pour ma part la perspective d'un retour au remède « classique » de Franklin Roosevelt, c'est-à-dire le rétablissement de la loi originale du Glass-Steagall, que la fraude de Gramm-Leach-Bliley visait à détruire. C'est la seule alternative sensée à un effondrement brutal de la civilisation transatlantique dépassant tout ce que nous avons connu jusqu'ici. Ces cercles britanniques partagent la même préoccupation.

Au mieux (ou au pire, selon le point de vue d'où on se place), la fin de l'escroquerie dirigée par le secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner, le président Barack Obama et leurs comparses, aura pour conséquence immédiate une contraction massive de l'argent (ou de ce qui passe pour tel) en circulation. Cela n'implique aucunement d'imposer davantage de souffrances à la population ; bien au contraire. Les crédits nécessaires à une nouvelle prospérité pourront être mobilisés.

Je m'explique.

Une part de plus en plus grande de « l'argent en circulation » s'est transformée en papier toilette, ou pire, à un rythme d'accélération hyperinflationniste. La perspective de se tirer avec bonheur de cette situation destructrice réside dans la notion de « système de crédit », à l'opposé du « système monétariste », dont la nature même implique une souffrance pour la majorité de la population. Ne laissons pas la discussion s'égarer dans les débats interminables du double langage monétariste ; en fin de compte, il s'agit d'un système d'usure. Voyons plutôt le remède qui nous permettra de sortir de ce gâchis monétariste. En y réfléchissant, peut-être votre première réaction sera-t-elle la peur de ce que l'on pourrait perdre ; mais revoyez la méthode par laquelle le président Franklin D. Roosevelt a épargné aux Etats-Unis une dépression bien pire que celle que le président Herbert Hoover leur avait fait subir jusque-là. La menace pesant actuellement sur les Etats-Unis et sur l'Europe dépasse largement ce que les victimes mêmes de Hoover auraient pu imaginer.

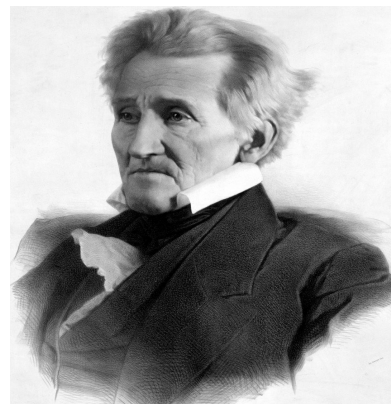
I. La notion de valeur économique

Le point essentiel est que la notion d'« argent » communément acceptée est associée à la croyance erronée lui attribuant en soi une valeur intrinsèque, hors de toute considération de l'utilisation qu'en fait la société. En réalité, la mesure de la valeur ne se situe pas dans l'argent, mais dans l'utilisation qu'on en fait en tant que crédit investi dans l'accroissement de la richesse physique efficiente de la société. La fondation de la Constitution fédérale des Etats-Unis repose sur une notion de la valeur, comme l'a démontré notre premier secrétaire au Trésor Alexander Hamilton, devant être définie par un

processus de transformation de la production, transformation essentiellement caractérisée par l'accroissement de la valeur physique par tête de l'excédent net de la production, par rapport à ce que consomme la production. Cela implique nécessairement une courte transition dans le temps – si l'on considère le temps du processus à partir du début du cycle vers un état ultérieur bénéfique à l'humanité. Cette fonction, exprimée en tant que processus, est la notion du crédit.

Cela dit, le fait est que le principe du crédit a été violé lors des deux mandats de cet escroc d'Andrew Jackson à la présidence des États-Unis, qui se sont terminés par la banqueroute américaine connue comme la « panique de 1837 », une « panique » organisée par des individus tels que l'agent et assassin Aaron Burr, ou Martin Van Buren, entre autres.

Il est essentiel de reconnaître ce qui distingue qualitativement le système de crédit du système monétariste, cette distinction ayant pris corps dans le système américain, comme le montre le relatif succès de l'utilisation du Pine Tree Shilling lors de l'apogée économique de la colonie de la Baie du Massachusetts, dans la période où elle jouissait encore de sa souveraineté. Les citoyens du Massachusetts avaient correctement compris les implications de leur politique ; malheureusement, il leur manquait l'autorité politique adéquate pour défendre jusqu'au bout la véracité de leur cause, lorsqu'ils eurent à faire face aux forces armées hostiles commandées par Guillaume d'Orange pour le compte du nouveau parti vénitien d'Angleterre.



Le président Andrew Jackson (1829-1837)

Cependant, aussi vraies que soient ces remarques, aussi « juste » et historiquement vrai que soit l'argument apporté en faveur de la cause du Le président Andrew Jackson (1829-1837) Massachusetts, il leur manque une définition en profondeur du principe physique à l'oeuvre. Ce qui est véridique n'est pas nécessairement « prouvé ». C'est pourquoi nous devons adopter une approche s'appuyant sur le meilleur de la science moderne.

L'histoire des processus vivants telle que nous la connaissons, depuis des temps très antérieurs à la vie humaine, démontre que la vie est gouvernée à long terme par l'accroissement de la densité relative du flux énergétique s'appliquant au sein d'une partie des principales espèces vivantes ; il en va de même pour l'humanité, l'utilisation du feu constituant l'étalon de mesure du progrès réussi de notre espèce.

Autrement dit, la capacité de survie d'une espèce particulière au sein de l'ensemble des espèces peut être mesurée de manière adéquate par l'accroissement du taux d'accroissement de la densité de flux énergétique utilisée par cette espèce ; si l'on considère la vie comme un tout, on peut mesurer sa capacité de survie à travers l'accélération du taux d'accroissement de la densité de flux énergétique au sein de ce que l'on peut assimiler à la culture entre les espèces vivantes. Ceci est cohérent avec la particularité unique de l'espèce humaine, faisant de l'homme un « porteur du feu ».

Cette qualité aurait façonné l'esprit de l'homme s'il n'y avait eu un facteur devant être identifié comme le « principe oligarchique ». La règle générale ayant prévalu tout au long du développement des cultures humaines fut que la société soit dirigée par une classe « oligarchique », ayant pris l'habitude de se considérer elle-même comme une classe sociale protégeant ses intérêts existentiels, ce qui implique d'empêcher toute politique émanant des « classes inférieures » orientée vers l'accroissement de la densité relative de flux énergétique d'une nation ou d'un groupe de nations.

L'abâtissement des couches relativement pauvres et sous-éduquées de la population, comme l'illustre la popularité du président américain Andrew Jackson, est nécessaire aux intérêts de la classe oligarchique. La conséquence curieuse mais prévisible de ce principe oligarchique, décrit ainsi de manière générale, est que « la dégradation des pauvres et des ignorants » par l'oligarchie au pouvoir se termine toujours par l'effondrement général de ce sur quoi reposaient sa puissance et sa richesse, comme l'illustre le cas de l'Empire romain et de ses successeurs.

Le point fondamental soulevé ici peut être formulé de la manière suivante : l'intérêt universel des êtres humains est de fonder le développement de la société sur l'encouragement du potentiel noétique au sein de l'ensemble de l'espèce humaine ; ceci constitue un étalon consubstantiel avec la notion de taux d'accroissement de la densité de flux énergétique, définissant la direction de la transformation de la société.

Reformulons autrement ce point fondamental : le problème n'est pas que les pouvoirs créateurs de certains individus, comme dans le cas de Max Planck ou d'Albert Einstein, soient trop en avance par rapport au niveau culturel de leur société. Le problème se situe dans le système oligarchique, dont la règle tend à paralyser culturellement l'ensemble de la société, depuis les couches supérieures jusqu'aux couches inférieures.

L'abâtissement relatif ainsi défini représente la principale source de faillite de toutes les formes oligarchiques d'organisation sociale, qu'il soit induit par un manque d'éducation, par une éducation sophistiquée pernicieuse ou par des formes de croyances arriérées ou barbares.

Ainsi, il arrive souvent qu'une classe nominalement supérieure ne soit que l'expression des classes plus abruties d'une société en ruine. En d'autres termes, « une société de pragmatiques » plutôt que de penseurs.

Toutefois, il ne faut pas s'arrêter là. Nous devons porter notre attention à un niveau supérieur, c'est-à-dire au domaine de notre système solaire et de la galaxie dans laquelle il se situe. A ce propos, l'entêtement des principales personnalités de la communauté internationale à considérer des ensembles tels que notre système solaire comme des systèmes fixes, représente une folie qu'il nous faut corriger, les faits induisant à penser qu'il s'agit plutôt d'un reflet des développements, depuis ses origines, de ce que nous considérons comme notre galaxie. Cette approche nécessite un point de vue plus large que les quelques millions d'années d'existence de l'humanité sur Terre, c'est-à-dire une période de développement évolutif de l'ordre de milliards d'années.

Cela signifie qu'il est plus qu'infantile de mesurer la destinée de l'humanité comme une suite de générations déterminée par des lois arithmétiques. Une telle question doit s'inscrire dans le cadre de l'évolution séquentielle et ordonnée des espèces vivantes, déterminées par leur apparition, leur développement et leur disparition. Autrement dit, un regard véritablement scientifique sur l'espèce humaine ne doit pas se contenter de localiser l'existence d'un individu dans les limites de sa propre vie, mais considérer le sens de son existence personnelle comme dépendant d'une succession d'individus. Les « esprits pragmatiques », pensant fonder leur opinion et leur comportement sur leur mode de vie personnel, sont en réalité pire qu'ignorants, et l'on devrait probablement les considérer comme déficients vis-à-vis de leur propre espèce.

Ceux d'entre nous qui ont pu bénéficier des « leçons d'expérience » dont j'ai parlé plus haut, doivent adopter une pensée allant dans la direction de grands scientifiques tels que Max Planck et Albert Einstein (dans la période du XXe siècle), que l'on ne pourrait considérer comme de véritables scientifiques s'ils n'avaient rejeté la notion de limites prédéterminées s'imposant à l'origine et à la destinée de l'humanité. Le fait de nier notre propre responsabilité envers l'inconnu vivant dans le futur, de ne pas s'engager en défense de l'avenir du genre humain, constitue un acte de négligence criminelle à l'égard de ce qu'on laisse après nous. Le futur de l'univers tel que nous le connaissons est de notre responsabilité.



Albert Einstein

Par exemple, l'humanité s'engage actuellement dans une période particulière du système solaire (et au-delà) : nous expérimentons déjà aujourd'hui un certain degré d'incertitude et d'instabilité auquel devront se confronter les prochaines générations. Il est de notre ressort intellectuel et moral de nous engager à relever ces défis. Telles devraient être les qualités des individus en qui nous placerons notre confiance pour assurer le futur de l'humanité. C'est précisément l'aune à laquelle on doit mesurer le leadership au sein des nations. Certes, rares sont ceux qui en sont conscients aujourd'hui, mais le temps est venu pour les principales nations du monde de ne plus se dérober et d'adopter un sens de mission pour le futur.

C'est cette approche qui devrait guider l'éducation des prochaines jeunes générations. Il ne s'agit pas d'une question de privilèges, mais d'éprouver le sentiment d'être véritablement humain, c'est-à-dire de vivre dans un présent animé par ce que peut et doit être le futur, au moins à court terme.

II. La nouvelle ère de progrès

Au cours des dernières décennies, j'ai souvent fait référence à l'intérêt personnel que je porte aux travaux de Filippo Brunelleschi, Nicolas de Cues, Shakespeare, Johannes Kepler, Gottfried Leibniz, l'Ecole polytechnique, Lejeune Dirichlet, Bernhard Riemann, Max Planck et Albert Einstein ; les cinq derniers revêtant une importance particulière vis-à-vis de la question qui nous préoccupe ici.

Les travaux de nombreux scientifiques, ainsi que de personnalités du domaine de la composition artistique, tel que Wolfgang Köhler, Jean-Sébastien Bach, Arthur Nikisch et Wilhelm Furtwängler, et le grand révolutionnaire Vladimir Vernadski, ont très fortement inspiré mes propres travaux concernant le domaine au-delà de ce que l'on considère ordinairement comme les « perceptions sensorielles. »

On pourrait dire à juste titre que le principal obstacle à une approche féconde de la science physique est l'insistance excessive et erronée à s'appuyer sur une mathématique formelle, elle-même déterminée par les limites de la physique mathématique. Compte tenu du sujet abordé dans cet article, je me dois de souligner que la vision conventionnelle de la physique mathématique contient en elle-même une erreur fondamentale, de l'ordre de principe universel ; cette vision est tolérée en raison de la petitesse d'esprit dominante, qui entraîne plus ou moins les esprits à considérer les questions

liées aux perceptions sensorielles comme « auto-évidentes ». La meilleure façon de qualifier cette erreur populaire est de considérer les implications ontologiques de la notion de métaphore pour la science physique. Les travaux de Nicolas de Cues, ainsi que ceux de son disciple Johannes Kepler, sont remarquables à cet égard.

Des habitudes tenaces, enracinées dans les croyances populaires, entravent trop souvent la possibilité de se libérer de ce problème. Il s'agit de la croyance littérale dans la certitude des sens. Ce fait frappant, mais néanmoins élémentaire, avait été mis en évidence par Wolfgang Köhler auprès de son collaborateur Max Planck, au cours de leurs discussions sur le principe ontologique de l'esprit humain (à distinguer du « cerveau » en tant que tel).

L' « erreur fatale » pointée par Köhler au mathématicien Max Planck consiste à raisonner par déduction à partir d'un univers soi-disant composé d'éléments discrets ; Köhler avait quant à lui découvert et démontré que c'était justement le contraire. De même, l'esprit n'est pas composé de « mots » mais de métaphores, comme c'est le cas chez les grands esprits ; on tend communément à chercher la signification exacte de chaque mot ou phrase pris individuellement. La métaphore, en tant qu'essence des pensées, est le fruit de l'intégrité de l'esprit humain dans son développement. C'est l'universel qui engendre ce que contient le particulier. Autrement dit, le principe de la métaphore est le principe sous-jacent, comme l'avaient compris J.S. Bach, Nikisch et Furtwängler ; c'est ce que Bach exprime dans ses Préludes et fugues.

Ce n'est que lorsqu'il fonde sa méthode scientifique sur le principe de la métaphore que l'homme se hisse au-dessus du comportement des animaux, en faisant régner l'avenir sur le passé et le présent, comme dans la grande poésie classique, tel que l'Ode à une urne grecque de John Keats, ou le dernier paragraphe d'En défense de la poésie de Percy Bysshe Shelley. On peut reconnaître un cas similaire dans l'utilisation cruciale que Johannes Kepler fait de son « hypothèse vicairie ». La réalité ne peut pas être exprimée naïvement par déduction à partir des « faits » ; comme l'indiquent Nicolas de Cues dans son De la docte ignorance - qui constitue le fondement de la science moderne - ou encore la méthode par laquelle Brunelleschi a conçu sa prodigieuse chapelle : c'est à travers l'unité de la composition artistique classique, et par la juxtaposition ironique d'une idée du futur avec la certitude des sens, que les plus grands génies scientifiques ou artistiques tracent une voie commune permettant de se libérer du réductionnisme.

Afin de bien comprendre la question sous-jacente que je soulève, je dois répéter que toute notion réductionniste de certitude sensorielle contient en elle-même une erreur dont les conséquences peuvent s'avérer désastreuses. C'est dans le futur en soi que réside le « différentiel de mesure ». C'est ce qu'a correctement montré Albert Einstein, en particulier, en écartant toute forme de supposition ontologique associée au culte païen de l'espace en soi et du temps en soi : toute grande découverte dépend des notions primordiales de la science physique moderne.

Ce point crucial implique, par exemple, l'inclusion du principe de la vie au sein du domaine de l'espace-temps physique. Cette question comprend deux aspects principaux : l'existence de la vie en tant que telle, et l'existence d'une compréhension adéquate, par l'être humain, de la signification réelle du futur. Si nous voulons retrouver une approche compétente de la science physique, il est impératif que nous libérions la science des béquilles des faux a priori inhérents aux notions du temps et de l'espace considérés en soi. L'estimation approximative d'une semaine de voyage pour se rendre de la Lune vers Mars, grâce à la fusion thermonucléaire, démontre la folie des croyances populaires concernant les caractéristiques ontologiques de l'espace-temps physique.

Cette idée porte en elle la promesse de la flamme intérieure poussant l'esprit humain à considérer l'espace-temps physique et la créativité en soi, l'homme devenant maître du futur en en faisant son sujet plutôt que le leur. Ceci a des implications fondamentales pour comprendre ce que nous sommes à travers l'épanouissement de notre rôle créateur, façonnant ainsi le sens de notre existence dans l'univers.



Le moteur plasma VASIMR ouvre les portes de l'espace

Introduction

- **Lettre ouverte aux parlementaires canadiens**

Introduction

Lettre Ouverte aux Parlementaires Canadiens

1er août 2012

Existe-t-il toujours, aujourd'hui en politique, de ces rares individus qui, contre vents et marées, ont le courage et la sagesse de se tenir debout au-dessus de l'opinion populaire de leur époque ? Des hommes et femmes qui, selon l'expression de Gabriel Hanotaux « sont en mesure de saisir, de prolonger et de réaliser les aspirations des générations actuelles,...de les arracher à l'étreinte du siècle qui les étouffe et de les lancer en avant quand elles hésitent ? »

Les divers sommets des chefs d'État de la région transatlantique n'ayant rien résolu, c'est désormais l'ensemble des nations qui risquent de sombrer dans le chaos et d'être englouties dans la tempête financière qui continue de faire rage et de s'étendre.

Le refus de nos élites politiques d'agir de façon décisive contre la finance folle fait également augmenter le risque que les « *Canons d'Août* » se fassent à nouveau entendre non seulement au Proche-Orient, [\[1\]](#) mais également en Asie.

Parce qu'une fois la mèche allumée la poudrière proche-orientale exploserait, et les « stratèges utopistes » associés aux oligarques de « la City » étendraient le conflit à ceux qu'ils identifient comme étant une menace à leur hégémonie : les géants asiatiques.

Selon la logique des « Docteurs Folamour » [à Londres et à Washington](#), la Russie et la Chine plieront les premiers devant un « nuclear chicken game » ou devant toute autre démonstration de force nucléaire et négocieront des concessions importantes.

Mais voici qu'une importante faction de l'establishment britannique choisit la journée où les États-Unis célèbrent leur « *Independence Day* » pour lancer aux Américains une bouée de sauvetage !

Lyndon LaRouche, l'économiste américain à l'origine de la campagne internationale pour rétablir le Glass-Steagall Act de 1933, a répondu, dès le lendemain, de la façon suivante :

*« Il semble bien qu'une importante faction en Angleterre ait soudainement choisi la journée du 4 juillet **pour présenter une proposition d'urgence qui pourrait bien devenir une opération de sauvetage de dernier recours** du monde transatlantique, actuellement au bord de l'abîme en raison de la pire crise économique de l'histoire de l'Europe moderne.*

« Si cette tentative devait réussir, les mesures envisagées doivent être mises en œuvre immédiatement. J'estime qu'un changement de cap comme celui entamé hier peut-être le socle nécessaire permettant de protéger la planète de la plus grande menace de l'histoire moderne. Les mesures nécessaires doivent être appliquées immédiatement, mais suivant un mode et une séquence très précises.

*« Il s'avère que les options disponibles dans ce moment tragique de notre histoire, ne sont pas en contradiction avec le **lancement d'une véritable réforme de type Glass-Steagall**, mais une telle tâche ne peut être entreprise par la grande majorité des responsables gouvernementaux et financiers au pouvoir aujourd'hui. La pensée dominante dans ces milieux et les institutions académiques qui leur sont associées ne peuvent que nous conduire à un désastre imminent et irréparable. Mes qualifications dans ce domaine sont uniques. Un système de valeurs entièrement nouveau doit être adopté : il faut suspendre la pratique du monétarisme, la remplacer par un système de valeurs physico-productives, et ceci très rapidement*

« Les arguments avancés hier dans certaines sections de la presse britannique montrent qu'une issue est possible, et que certains cercles opérant depuis Londres et ailleurs sont suffisamment intelligents pour reconnaître la nature essentielle de la réforme qui doit être immédiatement mise en œuvre... »

Menacée de tout perdre, Londres se résout au Glass-Steagall Act

Face à la menace de tout perdre que lui font courir les éléments les plus irrationnels de la finance folle, ces puissants intérêts Londoniens ont décidé de liquider certaines banques de « la City », et de rejeter les réformes monétaires comme celle proposée par la Commission Vickers en Angleterre, le « *ring fencing* », et la « *règle de Volcker* » aux États-Unis, toutes deux jugées insuffisantes.

Comme le rapportait le bimensuel *Nouvelle Solidarité* : « Depuis le 4 juillet, les appels en faveur du Glass-Steagall de Roosevelt, venant de l'élite financière britannique se multiplient : c'est devenu la ligne de conduite du *Financial Times*, le plus important quotidien de la *City* de Londres ; de **Lord Myners**, ancien Secrétaire aux services financiers sous **Gordon Brown**, directeur au fonds d'investissement RIT Capital Partners de **Lord Jacob Rothschild** et éditeur des quotidiens *The Guardian* et *The Observer* ; et de **Peter Hambro**, un magnat de l'or et l'un des héritiers de la célèbre dynastie bancaire anglo-danoise Hambros Bank ! » [[Voir la liste complète dans Financial Watch](#)]

Si le passage d'une législation de type Glass-Steagall en venait à être votée par une majorité des pays du G8, cela arrêterait immédiatement les opérations de sauvetages bancaires pour les banques qui ont spéculé et perdu. Les banques dites « universelles » seraient scindées en deux et les gouvernements ne seraient tenus de protéger que les banques traditionnelles de dépôt et de crédit. Cela ne réglerait pas la crise économique, mais empêcherait que l'hyperinflation prenne son envol et jette nos populations dans le sang et la boue.

Pour régler la pire crise économique de l'histoire, il nous faut immédiatement faire suivre la politique du Glass-Steagall global, par deux autres mesures complémentaires :

Les trois mesures interdépendantes nécessaires pour assurer la survie et le développement du Canada :

Une loi « Glass-Steagall » : Aux États-Unis un projet de loi (*H.R.1489- The Return to Prudent Banking Act*) [2] a été introduit au Congrès par la Représentante Marcy Kaptur (D.OH). Notre mouvement associé aux États-Unis, le *LaRouche Political Action Committee (LPAC)*, est présentement en pleine mobilisation nationale pour créer le soutien nécessaire qui permettra l'adoption de ce projet de loi effaçant de fait la bulle financière internationale.

Au Canada, le Parlement doit rejeter le modèle de banque universelle qu'il a autorisé par diverses législations entre 1986 et 1987 et revenir au principe des quatre piliers.

Les banques commerciales doivent être protégées par l'État tandis que les banques d'investissement doivent se charger elles-mêmes de mettre de l'ordre dans leurs bilans sans que les contribuables soient mis à contribution, ce qui veut dire, en pratique, que des milliers de milliards de créances et de titres toxiques devront être annulés, même si cela provoque l'insolvabilité des banques.

2) La deuxième mesure d'urgence est la création, soit d'une institution de crédit public semblable à celle qui a été utilisée par Roosevelt pour financer son New Deal, la **Reconstruction Finance Corporation** [3] ou, mieux encore, la création d'une banque d'État, modelée sur la banque créée par Alexandre Hamilton, la **First National Bank of the United States** . [4]

3) Troisièmement, il nous faudra créer des millions d'emplois productifs en construisant, par le biais de nouvelles institutions nationales de crédit public, les composantes pancanadiennes du grand projet d'infrastructure à l'échelle continentale que représente **l'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie (NAWAPA)**. [5]

Un projet capable d'augmenter de façon quantitative et qualitative nos ressources hydrologiques et énergétiques. En appliquant les principes de l'économie physique, nous rejetons la logique de l'ALÉNA qui engendre inégalités et injustices, et adressons les besoins socio-économiques réels des citoyens Canadiens, Américains et Mexicains dans le respect de la souveraineté des trois pays.

L'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie (NAWAPA) se définit comme un projet d'infrastructure d'envergure continentale capable de satisfaire les critères ci-hauts mentionnés. Le projet prend comme point de départ l'idée de capter une partie de la pluviométrie abondante de l'Alaska et du Yukon pour l'acheminer vers d'autres régions du Canada, des États-Unis et du Mexique souffrant de pénuries.

NAWAPA remplira sa promesse de fournir des millions d'emplois productifs pour toute une génération de jeunes adultes qui, pour une large part, ne sont pas qualifiés et se définissent eux-mêmes comme une « no future generation ». Ce sont pourtant ces jeunes générations montantes qui sont notre plus précieuse ressource — il nous faut tout mettre en œuvre pour que l'on puisse développer une génération de jeunes travailleurs qualifiés sans lesquels aucune économie ne pourrait survivre.

Avec la réalisation du projet NAWAPA, l'humanité prendra en main sa propre évolution et celui de son environnement au lieu d'être assujettie aux caprices de la nature et des conditions locales.

Construire NAWAPA ravivera un optimisme scientifique et technologique dans la nation, autant chez les jeunes que chez les moins jeunes. À travers ce grand chantier NAWAPA, le Canada deviendra un exemple vivant pour d'autres peuples et nations qui s'en inspireront pour réaliser leurs propres objectifs de développement. Un exemple dont l'humanité

aujourd'hui en péril a terriblement besoin.

[1] « [Les militaires à Nerobama : pas de guerre avec l'Iran](#) » et aussi [Dempsey stands firm against nuclear war : again rules out military action against Syria](#)

[2] [Le projet de loi H.R.1489](#)

[3] [voir la vidéo \(avec sous-titrage en français\) sur le RFC](#)

[4] [Alexander Hamilton : une question de principe](#)

[5] [NAWAPA XXI Report](#)

APPEL À UN GLASS-STEAGALL GLOBAL

**RESOLUTION D'URGENCE :
NAWAPA XXI-APPLIQUER UN SYSTÈME DE CRÉDIT PUBLIC**

Appel à un Glass-Steagall global

En signant cet appel, nous prenons parti. Notre projet vise à créer les conditions d'une relance de l'économie physique au service de l'Homme. Nous sommes convaincus que cette démarche est la seule de nature à créer les ressources nécessaires aux générations futures et à stopper une logique de guerre.

1. **Dans tous les États de la zone transatlantique**, des lois doivent être votées afin d'instaurer un système de séparation des banques, à l'image de la loi Glass-Steagall de Franklin Roosevelt, adoptée le 16 juin 1933 et dont les principes existaient aussi dans les États européens jusqu'au début des années 1980, sous forme de régulations strictes, en vertu desquelles le secteur bancaire avait un caractère industriel dominant rendant pratiquement impossible d'accéder à l'épargne privée pour mener des opérations spéculatives à risque.

Comme ce fut le cas aux États-Unis avant l'abrogation de la loi Glass-Steagall par la loi Gramm-Leach-Bliley, en 1999, il faut totalement séparer les banques commerciales (aux fonctions de dépôt et de crédit), des banques d'investissement et du secteur de l'assurance.

2. **Les banques commerciales doivent être protégées par l'État** tandis que les banques d'investissement doivent se charger elles-mêmes de mettre de l'ordre dans leurs bilans sans que les contribuables soient mis à contribution, ce qui veut dire, en pratique, que **des milliers de milliards de créances et de titres toxiques devront être annulés**, même si cela provoque l'insolvabilité des banques.

3. Dans la logique du nouveau principe de crédit, **un système de banque nationale, inspiré par le précédent d'Alexandre Hamilton, doit organiser l'émission de crédits à long terme et à faible taux d'intérêt** en faveur d'investissements destinés à augmenter la productivité de l'économie, en privilégiant un accroissement du flux de densité d'énergie et le progrès scientifique et technique.

4. Pour reconstruire l'économie réelle, **des accords de coopération à long terme entre États souverains doivent être conclus, ayant pour objectif la réalisation de projets d'infrastructure et de développement** définis dans le cadre d'un programme méditerranéen et Nord-américain pour un nouveau miracle économique, conçu comme l'extension nécessaire d'un pont terrestre mondial. Ces accords se traduiront de fait par un nouveau système de crédit et un nouveau Bretton Woods, dans la tradition de Franklin Roosevelt.

Introduire une loi sur la séparation des banques et l'instauration d'un système de crédit ne vise en aucun cas à une simple amélioration technique du système bancaire, mais plutôt à organiser la manière dont l'économie pourra assurer l'existence de l'humanité sur plusieurs générations à venir, afin que la richesse créée et constamment accrue puisse être transmise à ces générations. L'homme doit redevenir ainsi le centre et le but de l'économie.

Nous, soussignés, appelons de toute urgence les gouvernements et les parlements à remplir leur devoir constitutionnel et à adopter immédiatement le système de séparation des banques, afin de protéger le bien-être des peuples dont ils sont les représentants.

Je soutiens cet Appel pour un Glass-Steagall Global

Prénom _____

(obligatoire)

Nom _____

(obligatoire)

Profession _____

Organisation _____

Ville _____

(obligatoire)

Province _____

(obligatoire)

Téléphone _____

Courriel _____

(obligatoire)

En signant, je m'engage à ce que mon nom puisse être rendu public.

Résolution d'urgence

NAWAPA XXI-Appliquer un Système de Crédit Public

En 2007-2008, les gouvernements de la région transatlantique ont perdu une occasion de s'attaquer aux racines de la crise économique, alors qu'ils auraient pu éliminer le système financier qui était centré sur la spéculation. La bulle financière qui, pendant des décennies avait grandi, a finalement éclaté et les propositions qui auraient pu protéger l'économie réelle de l'effondrement de la valeur d'actifs fictifs ont été négligées ou sabotées.

L'incapacité à adopter les solutions disponibles et nécessaires pour protéger leur nation a mené les gouvernements européens aussi bien que les administrations américaines de Bush et d'Obama à avoir constamment recours à des renflouements financiers. Au Canada, il y a pas eu, officiellement, de renflouements bancaires, mais seulement ce que l'on a appelé de façon euphémique un « soutien à la liquidité des banques » (1).

Les politiques de renflouements bancaires et de soutien aux « banques universelles » ont obligé les gouvernements à promulguer et instaurer de sévères mesures d'austérité pour le compte de ce système spéculatif global. En conséquence, les hôpitaux, les écoles, les forces policières et diverses autres formes d'infrastructure sociale essentielles ont continué de se désintégrer et des millions de familles ont perdu leurs moyens de subsistance, y compris leur maison, leurs épargnes et, souvent des emplois productifs de longue durée.

Aux États-Unis, en raison de la politique de renflouement bancaire en place depuis 2007, les derniers vestiges du secteur de la machine-outil, de l'industrie lourde et autres composantes potentiellement utiles à la construction d'infrastructures ont presque entièrement disparu.

Le Canada fait aussi face à une terrible situation : un marché immobilier surévalué a fait grimper la dette du consommateur au taux record de 153% du revenu moyen des ménages. La zone industrielle de l'Ontario connaît de hauts niveaux de chômage et le secteur manufacturier s'effondre partout au pays. Les secteurs de pointe éprouvent de sérieuses difficultés comme le montrent le quasi abandon du nucléaire et les coupures de budget dans l'industrie aérospatiale canadienne. Des travailleurs hautement qualifiés prennent leur retraite et la jeune génération peine à trouver des emplois, alors qu'elle a peu de qualification et qu'elle est mal préparée pour faire face à l'avenir.

Il faut mettre en place un plan d'action continental qui renverse la vapeur et qui permette aussi de compenser pour les décennies de sous-investissement dans l'infrastructure et dans l'industrie, en utilisant les capacités technologiques et les qualifications de la génération la plus âgée avant que ce savoir ne disparaisse. Il faut également prendre en compte la menace que fait peser sur les économies canadiennes et américaines l'explosion imminente de la zone euro, en ayant recours à des réglementations bancaires et des mesures d'urgence qui élèveront des barrières financières adéquates.

Un tel remède existe déjà comme on peut le voir dans le Rapport spécial NAWAPA XXI (2) (North American Water and Power Alliance) ou l'Alliance nord-américaine pour l'eau et l'énergie) que présente le Comité pour la République du Canada. Il propose :

A) de recréer une séparation entre banques commerciales et banques d'investissement en promulguant une législation modelée sur la loi Glass-Steagall qu'avait sponsorisé le Président Franklin Delano Roosevelt en 1933. Ceci devrait être immédiatement suivi par B) l'instauration d'un système de crédit public au Canada, aux États-Unis et au Mexique au moyen de la construction et des méthodes de financement requises pour NAWAPA XXI.

Le projet NAWAPA XXI comporte les éléments suivants :

1. Un projet pour la production d'énergie et l'aménagement des eaux employant une vaste quantité d'industries impliquées dans la production de machines et de matériaux cruciaux pour le Canada et les États-Unis, aussi bien que la création de nouvelles infrastructures routières qui sillonneront la plus grande partie du continent, fournissant des millions d'emplois à long terme pour les Canadiens et les Américains, et permettant d'éduquer une nouvelle génération de travailleurs hautement qualifiés. Sa construction fournira les bases pour industrialiser le nord du Canada et l'Alaska tout en permettant de faire revivre l'économie des états anciennement industrialisés du Midwest américain.

2. L'utilisation de 11% de l'eau de pluie de l'Alaska, du Yukon et de la Colombie Britannique qui autrement se perd dans les océans, comme source permanente d'eau afin de doubler la production alimentaire du Sud-Ouest des États-Unis et du nord du Mexique, en transformant l'eau excédentaire dans une région, potentiellement un risque d'inondation, en un outil pour combattre la sécheresse dans une autre ; cela permettra de stopper la guerre de l'eau à laquelle se livrent les états de l'ouest américain. Cela permettra aussi d'amener de l'eau aux

provinces arides des Prairies canadiennes, et de créer un réseau de canaux navigables qui s'étendra de Vancouver aux Grands Lacs et à la voie maritime du Saint-Laurent, avec des liens se connectant à un port en eau profonde à Churchill et aussi à la Baie James et au Labrador, ce qui permettra aux Canadiens d'exploiter le vaste potentiel des ressources de ces régions.

3. Ce projet accroîtra massivement l'activité économique du Canada, des États-Unis et du Mexique pour une génération. Le Mexique a déjà lancé sa section de projets hydrauliques qui se connectera à NAWAPA XXI tandis que la génération de dirigeants politiques Canadiens qui était en poste dans les années 60, comme le Premier Ministre Lester B. Pearson (3) par exemple, considérait l'opportunité de transporter une partie de nos abondantes ressources hydrauliques vers le Sud comme « un des développements les plus importants de notre histoire, aussi important que d'exporter du blé, ou du pétrole ou tout autre produit ». NAWAPA XXI fournira le modèle d'une coopération entre États-nations souverains profitant à toutes les parties impliquées.

4. Dans le système de crédit public, la dette publique existante ou nouvellement créée par le gouvernement est financée suivant des échéances qui sont liées au développement de l'infrastructure et des industries, par le moyen de la Banque du Canada qui sert d'institution de prêt pour les améliorations internes et l'industrie. Dans ce système la valeur future de la dette publique telle qu'elle est anticipée, est associée aux projets d'infrastructure et aux projets industriels et elle a valeur de monnaie dans le présent.

Ce système a déjà été utilisé lors de mobilisations pour développer l'industrie et les infrastructures des États-Unis, et pour combattre l'oppression financière. Il fut établi par Alexander Hamilton lorsqu'il entreprit, avec succès, de changer les dettes monétaires en crédit circulant comme monnaie grâce à l'utilisation des pouvoirs constitutionnels du Congrès et ceux de la *Banque des États-Unis*. Plus tard, la même conception fut appliquée par Nicholas Biddle, le dirigeant de la *Seconde Banque des États-Unis* sous le Président John Quincy Adams, puis par Abraham Lincoln qui constitua un système de banque nationale utilisant des « papier-monnaie » (Greenbacks) , et finalement par Franklin Delano Roosevelt qui créa, pour la même raison, la *Reconstruction Finance Corporation* (Corporation pour financer la reconstruction).

Avec ce projet, la coordination gouvernementale de la vaste activité économique et les revenus fédéraux et provinciaux que la construction de NAWAPA XXI engendrera, généreront suffisamment d'activité pour rendre possible l'émission d'une quantité suffisante de crédit pour ressusciter nos économies aussi bien que pour actualiser toute dette qui aura été considérée comme valide après la promulgation de loi Glass- Steagall et la réorganisation bancaire qui l'accompagne.

Par conséquent, il est résolu que je soutiens ici le Plan NAWAPA XXI et qu'une copie de cette résolution sera envoyée aux députés ainsi qu'au Premier ministre du Canada.

Prénom _____
(obligatoire)

Nom _____
(obligatoire)

Profession _____

Organisation _____

Ville _____
(obligatoire)

Province _____
(obligatoire)

Téléphone _____

Courriel _____
(obligatoire)

En signant, je m'engage à ce que mon nom puisse être rendu public.

Notes :

(1) David Macdonald, « Le grand secret des grandes banques ». Estimer le soutien gouvernemental aux banques canadiennes durant la crise financières. Avril 2012, Canadian Center for Policy Alternatives. www.policyalternatives.ca)

(2) NAWAPA XXI Report

(3) Canadian Broadcasting Corporation, « Free Time Broadcast » No. 4 on October 15, 1965 at 20:00, cited in correspondence of U.S. Senator Frank E. Moss.

Glass-Steagall : Tour du monde des projets législatifs

Depuis septembre 2008, le mouvement politique fondé par l'économiste américain Lyndon LaRouche et ses soutiens dans le monde entier se mobilisent pour rétablir les principes du Glass-Steagall Act, cette loi adoptée par Franklin Roosevelt en 1933 imposant une séparation stricte entre, d'une part, les banques de dépôt et de crédit, et d'autre part, les banques d'affaires et de marché.

Si tout le monde convient que la confusion entre les deux métiers engendre un risque systémique et un conflit d'intérêt inhérent à la « banque universelle », les seules propositions dont on entend parler concernent des replâtrages cosmétiques de ce modèle : règle Volcker aux États-Unis, Commission Vickers en Angleterre, Rapport du groupe Liikanen en Europe et réforme bancaire de Moscovici en France.

Suite à d'intenses pressions du lobby bancaire, on tente de convaincre nos députés qu'il s'agit des seules options envisageables, car ailleurs dans le monde, « personne » n'envisagerait de rétablir le Glass-Steagall d'origine, accusé d'affaiblir nos banques et supposé « trop difficile à mettre en œuvre ». En vérité, il n'en est rien et comme vous le constaterez par vous-mêmes, l'on débat fermement de cette démarche dans de nombreux pays.

France/États-Unis/Royaume-Uni/Italie/Islande/Belgique/Suisse/Suède/Autres

France

En France, où la campagne présidentielle de Jacques Chirac a été la seule à engager un débat avec la population sur la séparation bancaire (« couper les banques en deux »), le parti politique Solidarité et Progrès a fourni aux députés [une solide documentation](#) sur le véritable Glass-Steagall, à l'opposé du projet de réforme très dilué du gouvernement, qui sera bientôt débattu à l'Assemblée nationale. Mais pour l'instant, aucune proposition de loi alternative à la réforme Moscovici n'a été déposée.

Cependant, l'[Appel à un Glass-Steagall global](#) a été signé par plus de 250 élus, dont une députée, et par quelques économistes de premier plan.

États-Unis

Dès l'ouverture de la première session du Congrès nouvellement élu en novembre dernier, une proposition de loi ([H.R. 129](#)) a été déposée le 3 janvier par la député démocrate de l'Ohio Marcy Kaptur et le député républicain de Caroline du Nord Walter B. Jones, relayant la proposition H.R. 1489 introduite dans le précédent Congrès, mais qui, malgré ses 85 co-parrains, avait été bloquée par l'administration Obama. La proposition a été transmise à la commission des Finances de la Chambre.

Le Comité d'action politique de LaRouche a pris d'assaut le Congrès à Washington D.C. pour tenter de convaincre les députés de soutenir cette proposition et les sénateurs d'introduire une mesure similaire au Sénat. Dans le reste du pays, les efforts se multiplient pour inciter les citoyens à faire pression sur leurs élus. Une imposante force composée d'élus locaux (au niveau des États et municipalités, syndicats, banques à vocation mutualiste ou associative et autres groupes) s'est jointe au mouvement de LaRouche pour contacter d'autres élus locaux – plus proches de la population et moins dépendants de l'argent de Wall Street pour se faire élire – afin qu'ils plaident en faveur de Glass-Steagall auprès de leurs confrères nationaux. Parmi les personnalités plus connues, on citera l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale Thomas Hoenig, aujourd'hui vice-président de la Federal Deposit Insurance Corporation, et l'ancien président de Citibank, Sandy Weill, qui a publiquement déclaré en juillet 2012 qu'un retour à Glass-Steagall était nécessaire, même s'il reconnaissait avoir joué un rôle dominant dans son abrogation en 1999.

Texte de la proposition :

<http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c113:H.R.129> : (également [disponible en français ici](#))

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, un groupe de financiers de haut niveau a pris position contre les propositions de réforme de la *Commission Vickers*, appelant à adopter une séparation beaucoup plus étanche entre les activités d'investissement et les activités de dépôt et se référant explicitement à Glass-Steagall. Un éditorial publié dans le *Financial Times* du 4 juillet 2012 avait lancé le mouvement. Aucune proposition de loi n'a encore été introduite au Parlement britannique, mais la bataille se poursuit. Le rapport final sur les normes bancaires, publié le 21 décembre par la Commission parlementaire, appelle à « électrifier » la clôture qu'entend ériger le gouvernement entre les différents types d'activité bancaire,

menaçant même, si cela ne suffit pas, de les séparer complètement.

Le *Financial Times* revenait à la charge le 27 décembre en rapportant les résultats surprenants d'un sondage effectué par la firme Ipsos Mori auprès des parlementaires à la fin 2012, montrant que plus de 60 % d'entre eux, tous partis confondus, « *soutiendraient une séparation complète dans les banques britanniques, modelée sur la réforme Glass-Steagall mise en œuvre au cours des années 1930 aux États-Unis* ». Cette réforme recueillerait l'assentiment de 66 % des députés conservateurs et 60 % des travaillistes. Le PDG d'Ipsos Mori a déclaré que « *les députés sont divisés sur un grand nombre de questions, y compris la régulation de l'économie en général, mais sont unis dans leur opinion sur la séparation des activités commerciales et d'investissement* » .

Italie

En Italie, quatre propositions de loi Glass-Steagall ont été déposées au Parlement italien en 2012, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat. Cependant, aucune d'entre elles n'a été étudiée par les commissions responsables, alors que la session législative vient de se terminer. Ces propositions devront être réintroduites après l'élection générale des 24 et 25 février, ce qui est assez probable étant donné que l'un des candidats, l'ancien ministre de l'Économie Giulio Tremonti, qui avait introduit l'une des propositions, a fait de Glass-Steagall et de la création d'une banque nationale pour l'émission de crédit productif l'un des principaux éléments de sa campagne.

Le 25 janvier 2012, le sénateur Oskar Peterlini (Svp, Sudtiroler Volkspartei) a introduit au Sénat italien la proposition n° 3112 : « *Mandat au gouvernement pour séparer les activités bancaires ordinaires des activités spéculatives.* » Onze sénateurs du Svp, du Partito Democratico, de la Lega Nord et de l'Italia dei Valori l'ont signée.

Texte de la proposition : <http://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/00627218.pdf>

Le 15 mars 2012, la Lega Nord a introduit à la Chambre des députés la proposition n° 5054 : « *Mandat au gouvernement pour la séparation du modèle de banques commerciales du modèle de banques d'investissement.* » Elle l'a présentée le 10 octobre 2012 au Sénat sous le numéro 3514.

Texte de la proposition : <http://www.senato.it/service/PDF/PDFServer/BGT/00684050.pdf>

Le 18 mai 2012, l'ancien ministre de l'Économie Giulio Tremonti a introduit la proposition n° 5218 à la Chambre des députés : « *Mandat au gouvernement pour une réforme du système bancaire par une séparation du crédit productif des activités financières spéculatives.* »

Texte de la proposition : http://www.camera.it/_dati/leg16/lavori/schedela/apriTelecomando_wai.asp?codice=16PDL0060380

Islande

Le 24 octobre 2012, la résolution 239 pour la séparation des banques commerciales des banques d'investissement a été réintroduite au Parlement, avec le soutien de 17 députés sur un total de 63, représentant tous les partis sauf un : le Parti de l'indépendance, de tendance conservatrice, qui a sa propre résolution pour une séparation des activités bancaires.

Débatte et soutenue par des membres de tous les partis, la résolution 239 est actuellement devant la commission des Affaires économiques et commerciales. Mais puisque le gouvernement s'apprête à présenter un plan de réforme bancaire plus général au début de cette année, les signataires de la résolution ont demandé que la séparation des activités bancaires soit incluse dans les propositions de réforme avant le 1er février. Un vote pourrait ainsi avoir lieu avant l'élection nationale prévue pour avril 2013.

Dans [un message envoyé](#) par la vice-présidente du Parlement islandais, Álfheidur Ingadóttir, à la conférence de l'Institut Schiller des 24 et 25 novembre 2012 sur « *Un nouveau paradigme pour la survie de la civilisation* », Madame Ingadóttir avait demandé aux « *parlementaires du monde entier de se familiariser avec [cette] résolution pour la séparation des banques... et de considérer sérieusement la possibilité de faire de même* » .

Texte de la résolution : <http://www.althingi.is/alttext/141/s/0239.html>

Transcription du débat parlementaire du 24 octobre 2012 : <http://www.althingi.is/alttext/upptokur/lidur=lid20121024T171358>

Belgique

Au quotidien La Libre Belgique, qui lui demandait quel type de réforme bancaire il envisageait, le Premier ministre *Elio di Rupo* (Parti socialiste) a déclaré le 1er septembre 2012 :

« *Les moyens financiers tournent dans le monde de la finance et ne sont plus consacrés, de manière suffisante, à l'économie réelle. Cela n'est pas normal. Il y a une demande, en Belgique comme dans d'autres pays – aux États-Unis par exemple –, de scinder les banques : d'un côté les banques de dépôt, de l'autre les banques d'affaires. Des réflexions ont lieu chez nous, à la Banque nationale et au niveau européen.* »

« *Ma conviction est que l'on doit parvenir à scinder les banques, à réduire leur taille et à protéger les avoirs des citoyens de manière à éviter que les États interviennent. Il faudra prendre des dispositions de sorte que tous les comportements à risque soient assumés par ceux qui les posent. Il faudra des clauses qui imposent des pénalités directes à la fois chez les gestionnaires et chez les actionnaires en cas d'erreurs manifestes.* »

Une proposition de loi (DOC 53/ 0166/001) a été introduite à la Chambre des députés le 10 septembre 2010, puis reformulée et réintroduite le 21 octobre 2011 (DOC 1835/001) par Meyrem Almaci, Georges Gilkinet, Muriel Gerkens et Stefaan Van Hecke (de Ecolo-Groen !). Elle est en attente d'examen à la commission des Finances.

Texte de la proposition : <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/53/1835/53K1835001.pdf>

Suisse

La résolution n° 11.3857, « *Introduction d'un système de séparation bancaire (Glass-Steagall)* », a été soumise à la Chambre basse du Parlement (Nationalrat) par le Parti vert en septembre 2011. Elle demande au gouvernement d'initier la démarche pour introduire dans le pays une réforme pour la séparation des banques, de type Glass-Steagall, et d'étudier les meilleurs moyens permettant de la mettre en œuvre. La motion est présentement devant le Plenum.

Texte de la résolution : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20113857

Une résolution complémentaire n'a pas encore été introduite à la Chambre haute, mais lors d'une discussion sur la loi « Too big to fail » (TBTF, Trop grosses pour faire faillite), le 19 septembre 2012, exigeant des banques qu'elles constituent des réserves plus importantes en cas de problème, le député Thomas Minder a déclaré que cette loi ne suffirait pas : « Nous serons bientôt obligés de débattre de la nécessité d'un système de séparation des banques, puisque la résolution 11.3857 est encore en attente. Je la soutiendrai. » En 2011, des amendements pour introduire Glass-Steagall avaient été apportés à la loi TBTF, puis rejetés par les deux chambres.

Une autre résolution a été soumise en décembre 2011 à la Chambre basse par la Faction sociale-démocrate, la résolution 11.4185 intitulée « Moins de risques avec un système de banques séparées », appelant le gouvernement à préparer une étude sur un système de séparation des banques et la manière dont il peut protéger l'économie suisse, en prenant comme modèle le Glass-Steagall américain. La résolution est toujours devant le Plenum.

Texte de la résolution : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20114185

Suède

La résolution Fi234, « Banques commerciales et banques d'investissement », a été présentée le 3 octobre 2011 par les députés Valter Mutt et Annika Lillemets, du *Miljöpartiet* (le Parti vert). Cette résolution, qui se réfère à la loi Glass-Steagall de 1933 aux États-Unis, propose : « *Le Parlement déclare au gouvernement ce qui est dit dans la résolution, qui est d'investiguer une nouvelle loi pour le secteur bancaire, ayant pour objectif de séparer les banques commerciales des banques d'investissement et de restreindre les garanties de l'État aux premières.* » Bien que tous les représentants du Parti vert et du Parti de gauche aient voté en sa faveur, la résolution fut rejetée le 19 juin 2012 par 280 voix contre 41 lors d'un vote au Parlement.

Texte de la résolution : http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Forslag/Motioner/mot-201112Fi234-Affarsbanker_GZ02Fi234/?text=true

La résolution Fi201, « Régulation financière », a été soumise le 18 septembre 2012 par six députés du Parti de gauche (Ulla Andersson, Josefin Brink, Rossana Dinamarca, Christina Høj Larsen, Wiwi-Anne Johansson et Jacob Johnson), proposant : « *Le Parlement déclare au gouvernement ce qui est dit dans la résolution, à savoir qu'il demande rapidement*

une enquête parlementaire, ayant pour objectif de préparer une proposition de loi séparant les activités bancaires traditionnelles des activités dites d'investissement. » La résolution a été transmise à la commission des Finances, où elle sera étudiée lors des réunions des 5 et 26 mars 2013.

Texte de la résolution :

http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Forslag/Motioner/Finansiell-reglering_H002Fi201/?text=true

Le 5 octobre 2012, la résolution Fi298, « Stabiliser les secteurs bancaire et financier » a été déposée par les députés Valter Mutt, Annika Lillemets et Jan Lindholm du Miljöpartiet (Parti vert). Faisant référence à la loi Glass-Steagall de 1933 aux États-Unis, elle propose : « *Le Parlement déclare au gouvernement ce qui est dit dans la résolution, qui est d'investir une nouvelle loi pour le secteur bancaire suédois, ayant pour objectif de séparer les banques commerciales des banques d'investissement, et de restreindre les garanties de l'Etat aux premières.* » La résolution a été transférée à la commission des Finances où elle sera préparée lors des réunions des 5 et 26 mars 2013.

Texte de la résolution :

http://www.riksdagen.se/sv/Dokument-Lagar/Forslag/Motioner/Stabilisera-bank—och-finansse_H002Fi298/?text=true

Autres

En Allemagne, où le mythe de la « banque universelle » en a pris un sérieux coup à cause des déboires de la Deutsche Bank, le parti politique *BüSo*, présidé par Helga Zepp-LaRouche, espère mobiliser une trentaine de parlementaires pour prendre ce genre d'initiative, car seul un groupe parlementaire ou un groupe d'au moins 5 % des députés peut proposer une loi.

En Espagne, les amis de Lyndon LaRouche viennent de publier une brochure intitulée « 2013 : l'année du Glass-Steagall ». Des lois peuvent et doivent être préparées rapidement dans d'autres pays, comme en Finlande, où le chef de l'influent parti de gauche Vasemmistoliiton, Paavo Arhinmäki, également ministre de la Culture, a soutenu la mise en place de Glass-Steagall dans un article du 28 octobre 2012 publié dans le quotidien *Kansan Uutiset*. Trois commissions du Parlement danois ont entendu des dépositions de représentants de l'Institut Schiller sur la mise en œuvre de Glass-Steagall pour mettre fin à l'hyperinflation globale et au chaos.

Glass-Steagall est également discuté au plus haut niveau dans le gouvernement russe, où Victor Ivanov, directeur du Service fédéral pour le contrôle des stupéfiants, a demandé à plusieurs reprises la mise en application de la « logique de Glass-Steagall » comme élément essentiel « pour liquider le trafic de drogue global ».

Voir le texte de sa présentation au CSIS de Washington D.C. :

<http://www.fskn.gov.ru/includes/periodics/eventsmain/2011/1118/012115810/detail.shtml> (anglais)

http://fskn.ru/includes/periodics/speeches_fskn/2012/0627/183019472/detail.shtml (russe)

USA-la proposition de loi HR 129

Le texte du projet de loi rétablissant Glass-Steagall !

Comme nous l'avons annoncé [le 5 janvier](#), les députés démocrate et républicain Marcy Kaptur et Walter Jones ont déposé au Congrès américain une proposition de loi rétablissant la séparation totale entre banques de dépôts et banques d'affaires et de marché. Pour ceux qui ne croient que ce qu'ils voient ou qui voudraient instaurer une véritable séparation en France, voici la traduction française de « HR 129 » ressuscitant le Glass-Steagall de Franklin Roosevelt.

La partie (4) de la Section 2 et l'ensemble de la Section 3 (essentiellement techniques) ne sont pas traduites. Pour la version complète, se référer à l'originale sur le site de la [Library of Congress](#) . Vous pouvez télécharger la version française au [format .pdf ici](#).

113ème CONGRÈS

1ère Session

H. R. 129

Relative à l'abrogation de certaines dispositions de la loi Gramm-Leach-Bliley et au rétablissement de la séparation entre banques de détail et sociétés de services d'investissement, comme stipulé dans la loi bancaire de 1933, la « loi Glass-Steagall », et pour d'autres objectifs.

À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

le 3 janvier 2013

Mme KAPTUR (pour elle-même et M. JONES) ont introduit la proposition de loi suivante ; qui a été soumise à la Commission des services financiers.

PROPOSITION DE LOI

Pour abroger certaines dispositions de la loi Gramm-Leach-Bliley et rétablir la séparation entre banques de détail et sociétés de services d'investissement, comme stipulé dans la loi bancaire de 1933, la « loi Glass-Steagall », et pour d'autres objectifs.

Que soit promulgué par le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en Congrès,

SECTION 1. TITRE COURT.

Cette loi peut être citée comme la « Loi de 2013 pour un retour à une activité bancaire prudente ».

SEC. 2. GLASS-STEAGALL RÉTABLI.

(a) Un mur entre banques de détail et sociétés de services d'investissement rétabli - La section 18 de la Loi relative à l'assurance fédérale des dépôts (12 U.S.C. 1828), telle qu'amendée par la section 615(a) de la loi Dodd-Frank relative à la réforme de Wall Street et à la protection des consommateurs, est amendée en ajoutant à la fin la sous-section suivante :

« (aa) Limitations sur les affiliations concernant les activités de vente de titres -

« (1) INTERDICTION DE TOUTE AFFILIATION ENTRE ÉTABLISSEMENTS DE DÉPÔT ASSURÉS ET BANQUES D'INVESTISSEMENT OU SOCIÉTÉS FINANCIÈRES - Un établissement de dépôt assuré [1] ne peut être ou ne peut devenir une filiale d'aucune société de courtage ou de négoce, de conseil en investissement, de société d'investissement, ou d'aucune autre société principalement engagée dans l'émission, la mise sur le marché, la garantie, la vente publique, ou la distribution en gros ou au détail ou par participation intermédiaire d'actions, de bons, d'obligations, de notes ou autres titres.

« (2) INTERDICTION AUX CADRES, DIRECTEURS OU EMPLOYÉS DE SOCIÉTÉS DE SERVICES D'INVESTISSEMENT DE SIÉGER

AU CONSEIL D'ÉTABLISSEMENTS DE DEPOT -

« (A) EN GENERAL - Un individu qui est cadre, directeur, associé ou employé de quelque société de courtage ou de négoce, de conseil en investissement, de société d'investissement que ce soit, ou de quelque autre société principalement engagée dans l'émission, la mise sur le marché, la garantie, la vente publique, ou la distribution en gros ou au détail ou par participation intermédiaire d'actions, de bons, d'obligations, de notes ou autres titres, ne peut être en même temps cadre, directeur, employé ou au service sous toute autre forme que ce soit d'un établissement de dépôt assuré.

« (B) EXCEPTION - Le sous-paragraphe (A) ne s'appliquera pas au service par tout individu qui serait autrement prohibé par ce sous-paragraphe, si une agence bancaire fédérale appropriée déterminait par réglementation que pour un nombre limité de cas ce service par un tel individu comme cadre, directeur, employé ou toute autre forme d'affiliation d'une institution de dépôt assurée n'influencerait pas de manière indue les choix d'investissement des établissements de dépôt ou les avis qu'elles fournissent à leurs clients.

« (C) CESSATION DU SERVICE - Soumis aux conditions du sous-paragraphe (B), tout individu décrit dans le sous-paragraphe (A) qui, à la date de promulgation de la Loi de 2013 pour un retour à une activité bancaire prudente, sert comme cadre, directeur, employé ou toute autre forme d'affiliation à un établissement de dépôt assuré mettra fin à cette activité dès que possible après la date de promulgation et au plus tard dans les 60 jours après cette date.

« (3) CESSATION DE L’AFFILIATION EN COURS -

« (A) DÉNOUEMENT ORDONNÉ DE L’AFFILIATION EN COURS - Toute affiliation d'un établissement de dépôt assuré à toute société de courtage ou de négociation, de conseil en investissement, de société d'investissement, ou toute autre société à la date de promulgation de la Loi de 2013 pour un retour à une activité bancaire prudente qui est prohibée par le paragraphe (1) cessera dès que possible et au plus tard dans les 2 ans après cette date.

« (B) CESSATION PRÉMATURÉE - L'agence bancaire fédérale appropriée peut, après audition, mettre fin à tout moment au droit accordé par le paragraphe précédent de continuer l'affiliation jusqu'à la fin de la période définie par ledit paragraphe si l'agence détermine qu'au regard de l'objectif de cette sous-section et de la Loi de 2013 pour un retour à une activité bancaire prudente, une telle action est nécessaire afin de prévenir une concentration indue de ressources, une concurrence diminuée ou injuste, des conflits d'intérêt, ou des pratiques bancaires malsaines et qu'elle est dans l'intérêt général.

« (C) PROLONGATION - Sujet à détermination selon le paragraphe (B), une agence bancaire fédérale appropriée peut prolonger la période de 2 ans citée dans le sous-paragraphe (A) d'une période de 6 mois renouvelable si l'agence juge qu'une telle extension ne causera pas de préjudice à l'intérêt général, mais la durée totale des extensions ne pourra excéder 1 an.

« (4) DEFINITIONS- (...)

SEC. 3. DISPOSITIONS CONCERNANT L'ABROGATION DE LA LOI GRAMM-LEACH-BLILEY.

(...)

SEC. 4. RAPPORTS AU CONGRÈS.

(a) Rapports exigés - Chaque fois que le Conseil des gouverneurs du Système de la réserve fédérale, le Contrôleur de la monnaie ou toute autre agence bancaire fédérale appropriée rend une décision ou décide d'une prolongation selon les sous-paragraphe (B) ou (C) ou paragraphe (2) ou (3) de la section 18 (aa) de la loi fédérale sur les dépôts (telle qu'ajoutée par la section 2 (a)) ou les sous-paragraphe (B) ou (C) de la sous-section (a)(2) ou (b)(2) de la section 3, selon le cas, le Conseil, le Contrôleur, ou l'agence devra soumettre sans délai un rapport de ces décisions au Congrès.

(b) Contenu - Chaque rapport soumis au Congrès selon la sous-section (a) devra contenir une description détaillée des raisons ayant conduit à la prise de telles décisions.

[1] Note du traducteur : Les « établissements de dépôt assurés » sont ceux qui relèvent de la FDIC, l'agence fédérale responsable d'assurer les dépôts jusqu'à une limite supérieure préétablie.

Un dirigeant de la Fed veut couper les banques en deux !

Le 17 janvier 2013--Alors qu'une proposition de loi pour rétablir le Glass-Steagall de Roosevelt vient d'être déposée par des députés démocrates et républicains, le président de la Réserve fédérale de Dallas, Richard Fisher, a appelé dans un discours hier soir à démanteler les banques géantes « avant qu'il ne soit trop tard ».

« Nous recommandons que les établissements financiers jugés trop gros pour pouvoir faire faillite soient restructurés en une multitude d'entités opérationnelles (...) Seules les entités vouées aux activités de banque commerciale résultant de cette opération de diminution (...) bénéficieraient de la garantie fédérale d'assurance des dépôts et pourraient accéder au guichet d'escompte de la Fed. (...) »

La prochaine crise financière pourrait coûter le produit économique national de plus de deux années, coût qui serait supporté par des millions de contribuables américains (...) Il convient de mettre dans la balance ce coût affreux et les avantages supposés qu'il y a à maintenir le statu quo pour les groupes jugés trop gros pour pouvoir faire faillite ».

Thomas Hoenig : Séparer les banques pour permettre de justes faillites

Le 18 janvier 2013--Dans une tribune publiée hier par le quotidien financier American Banker , le vice-Président de l'Agence fédérale américaine de garantie des dépôts bancaires (FDIC), Thomas Hoenig, a appelé à en finir avec la protection publique dont bénéficient les grands banques de Wall Street. L'ancien gouverneur de la Réserve fédérale du Kansas, connu pour être favorable au rétablissement de la loi Glass-Steagall, écrit que la fin de cette garantie implicite aux activités de marché fera naturellement fondre les banques systémiques, les « too big too fail ».

Pendant des décennies, le principe de limitation des subventions était compris et appliqué. La loi Glass-Steagall assurait la séparation entre les banques de détail et la protection publique d'un côté, et les banques d'investissement et les activités de courtier-négociant de l'autre. Tout aussi important, les banques d'investissement étaient maintenues à l'écart du système des paiements et étaient empêchées de financer leurs activités avec des dépôts garantis. Investisseurs et créanciers comprenaient le risque et les avantages pour chaque type de société, et exigeaient des capitaux et des gains à la mesure de ces risques. Lorsque les banques de détail faisaient faillite, elle étaient mises en redressement judiciaire par la FDIC et le système des paiements était protégé. Lorsque des sociétés d'investissement faisaient faillite, elles étaient mises en liquidation judiciaire. Ainsi, les effets de faillites financières sur l'économie étaient contenus.

Ce système a servi les États-Unis depuis la Grande dépression jusqu'à 1999, lorsque l'adoption de la loi Gramm-Leach-Bliley a mis fin à la séparation des activités.

Hoenig explique ainsi que le problème des banques systémiques serait réglé puisque si les banques d'affaires et de marché étaient séparées, ne bénéficiant plus du soutien public et donc laissées à la règle de la libre-concurrence, « le marché leur demanderait d'être plus solidement capitalisées et d'avoir une taille d'actifs plus sûre ». « En retour, écrit-il, cela augmenterait la possibilité de les mettre en liquidation si elles se trouvaient en difficultés, plutôt que de les laisser sur les bras du contribuable. »

En effet, la non-séparation des banques étendant la garantie publique à toutes les activités de marché, « les créanciers se soucient moins du risque et font moins attention à l'état de l'établissement financier ». « Un problème qui s'accroît avec la taille des établissements et la multiplication des activités bénéficiant de la garantie », écrit Hoenig.

Garantir les activités bancaires non-essentiellees comme la prise ferme, le trading pour compte-propre, la tenue de marché et les dérivés, encourage les établissements à mettre ces activités au bilan essentiellement en s'endettant à court terme. Ce qui a pour effet de fragiliser de plus en plus le système financier et de rendre proportionnellement plus difficile de permettre à ces établissements de faire faillite. Si ces activités sont essentielles à la réussite de l'économie de marché, il n'y a aucun argument rationnel qui justifie cette subvention publique. (...)

Si l'on veut réellement régler le problème des 'too big to fail', ces activités doivent être à nouveau séparées. Les établissements de crédit devrait être confinés aux opérations de paiement, de prêt et aux activités traditionnelles découlant de ce rôle élémentaire.

Avec ces quelques enseignements pourtant déjà bien connus en France, il ne reste plus qu'à mettre la réforme Moscovici

à la poubelle, et rétablir la séparation totale entre banques [instaurée à la Libération](#).

Réforme bancaire : Britanniques et Allemands moins dociles que les Français ?

Le 5 février--Alors qu'en France, diverses voix se lèvent pour exiger un « durcissement » de la non-réforme bancaire de Moscovici, les autorités britanniques et allemandes espèrent, en sortant le bâton, discipliner quelques fauves de la City de Londres et de Francfort.

Alors que le Royaume-Uni, avec le rapport de la Commission Vickers, s'endormait sur le coussin confortable d'une réforme bancaire se limitant à une simple clôture (ring-fencing) des activités de la banque de dépôts, après le scandale du Liborgate et les malversations de Barclays, le ton vient brusquement de monter de plusieurs crans.

Sous la pression d'une opinion publique qui ne supporte plus de payer pour les frasques de quelques traders en délire, George Osborne, le chancelier de l'échiquier (ministre des Finances), a choisi un lieu hautement symbolique pour prononcer son discours : les locaux de la banque d'investissement américaine J.P.Morgan à Bornemouth dans le sud de l'Angleterre.

Le ministre a annoncé qu'il allait introduire une loi permettant d'« électrifier » la clôture qui sépare, sous un même toit, les activités normales de la banque et les opérations hautement spéculatives.

Il faut croire que c'est la fin de la récré. Osborne s'est voulu menaçant : « Mon message aux banques est clair : si une banque enfreint les règles, les régulateurs du Trésor auront **le pouvoir de démanteler complètement, de séparer complètement ses activités, pas seulement de les isoler**. Pour utiliser le jargon, nous électrifions la ligne de séparation », a-t-il précisé.

Un analyste du Crédit Suisse, cité dans le Daily Telegraph, a déclaré sous couvert d'anonymat que cette loi risque de décrédibiliser les banques « universelles » et qu'elle est bien plus sévère que les régulations promues par les départements du Trésor dans différents pays européens, tous enclins à fabriquer une espèce de « Liikanen allégé », en référence aux propositions du groupe européen d'experts de haut niveau présidé par le gouverneur de la banque nationale finlandaise, Erkki Liikanen.

Pour Ed Ball, le ministre des Finances du cabinet fantôme travailliste, la réforme défendue par Osborne ne va pas assez loin. « *Au-delà des effets de manches et avec toutes les reculades qu'il a dû accepter, George Osborne est encore très loin de la réforme radicale des banques dont nous avons besoin.* »

D'après Radio France internationale, le gouvernement allemand prépare lui aussi une loi qui prévoit des peines de prison pour les banquiers qui font prendre des risques excessifs aux épargnants. Dommage que Dexia ne soit pas une banque allemande... Si la loi est votée, un banquier pourra encourir jusqu'à cinq ans de prison s'il a pris des risques inconsidérés, mettant en danger l'institution financière qui l'emploie. Le gouvernement allemand prépare aussi une loi qui vise à isoler les activités des traders - jugées les plus dangereuses - des activités liées aux dépôts des épargnants.

En France, cité dans [Libération](#), Olivier Berruyer, actuaire et militant d'une séparation stricte des banques (retour au Glass-Steagall Act), constate que « *les Anglais donnent l'exemple de ce que peut faire une vraie démocratie (...) Malgré le poids de la City, le Parlement britannique a fait un vrai travail, en auditionnant 185 personnes. A côté, la commission des finances de l'Assemblée nationale n'a invité que 9 personnes. C'est ridicule.* »

GLASS-STEAGALL, REGLE VOLCKER, OPTION VICKERS

Ce que dit la loi

1. GLASS-STEAGALL

CE QUE DIT LA LOI

La loi stipule la stricte séparation juridique et effective entre banques de dépôt et de crédit (commercial banking) et banques d'affaires (investment banking). Cette séparation qui met l'argent des déposants et le service de paiement national à l'abri des paris risqués des spéculateurs, était considérée à juste titre comme le préalable absolu pour que l'Etat fédéral américain garantisse l'argent des déposants[1]. Elle a le grand avantage de réconcilier les intérêts privés avec ceux du public.

HISTORIQUE

Après le krach de 1929, on tente de sauver le système par des renflouements bancaires. Rien n'y fait et la crise s'aggrave. En 1933, Roosevelt est élu président.

Après une première série de mesures d'urgence, c'est Carter Glass et Henry Steagall qui introduisent à la Chambre le Banking Act que Roosevelt signe le 16 juin 1933. L'histoire l'appellera le Glass-Steagall Act qui sera imitée partout dans le monde. A la Libération, les principes en furent adoptés chez nous. Après 66 ans de bons services, elle fut abrogée en 1999 sous Bill Clinton.

ACTUALITÉ

Alors que la Maison Blanche annonce qu'elle s'oppose à son retour, une lame de fond monte aux États-Unis pour la rétablir. C'est l'organisation de Lyndon LaRouche qui a mené campagne pour la rétablir dès le lendemain de sa suppression.

Des économistes de renom ont repris cette bataille, notamment Robert Reich, James Galbraith et Joseph Stieglitz. Les sénateurs Cantwell et McCain plaident pour la rétablir et le projet de loi (HR 1489) introduit par la députée démocrate de l'Ohio Marcy Kaptur bénéficie du soutien de plus de soixante-dix autres membres du Congrès ainsi que des grandes organisations syndicales AFL-CIO, de conseils municipaux et d'associations de banquiers régionaux. Elisabeth Warren, qui fut en charge de la surveillance du plan TARP, en a fait un sujet majeur majeur dans sa campagne pour le Sénat et Thomas Hoenig, l'ancien président de la Réserve fédérale du Kansas actuellement à la tête du FDIC, réclame son rétablissement.

Note :

[1] Ainsi, la création du FDIC (Agence fédérale de garanti des dépôts), garantissant jusqu'à un certain montant les sommes déposées par les déposants, n'a pas été une mesure de protection prise de manière isolée, mais un élément de la logique du Banking Act de Roosevelt, qui a instauré le Glass-Steagall.

2. REGLE VOLCKER

CE QUE DIT LA LOI

La loi stipule qu'« une entité bancaire ne devra pas - a) s'impliquer dans une activité de spéculation pour compte propre et - b) acquérir ou conserver tout lien en capital, partenariat ou autre intérêt propriétaire ni sponsoriser un fonds spéculatif [ex. hedge fund] ou un fonds de capital-investissement ». Cependant, les banques commerciales de dépôt et de crédit pourront par exemple continuer à vendre certains produits d'investissement et gardent le droit de prêter aux hedge funds et à des fonds spéculatifs engagés dans des transactions à fort levier d'endettement (HLT, LBO, etc.).

Les dérogations prévues à son application sont si nombreuses qu'on parle souvent, en reprenant l'image de Joseph Stieglitz, d'un gruyère dont les trous sont plus grands que le fromage...

HISTORIQUE

Du nom de l'ancien patron de la Réserve fédérale, la règle fut introduite sous forme d'amendement (Merkley-Levin) à la loi de régulation bancaire d'Obama (Dodd-Frank) de juillet 2010 dont elle compose la section 619. Le 25 octobre 2010, Michel Aglietta affirmait dans Le Monde que la règle fut imposée par le lobby bancaire : « La règle Volcker introduit l'idée que les activités dites de trading sur fonds propres soient séparées des activités de banque de dépôt et de banque

d'affaire. Une solution aurait pu être de revenir à l'ancien, le Glass-Steagall Act mis en place en 1933, (...) Mais dans un contexte d'intégration internationale, le lobby bancaire a soulevé la question de la concurrence, les grandes banques européennes étant des banques universelles. Cette option a été très vite écartée. »

ACTUALITÉ

En théorie, elle entre en application à partir de juillet 2012. En France, Frédéric Oudéa, PDG de la Société Générale et président de la Fédération bancaire française (FBF), qui rejette violemment le retour à Glass-Steagall, assure sans surprise que « *Les banques françaises sont prêtes à ce qu'une réglementation européenne s'inspire de la règle Volcker. L'enjeu est de continuer à avoir une banque de détail solide, mais aussi des activités de banque de financement et d'investissement performantes...* »

3. OPTION VICKERS

LE TEXTE

Le « *rapport Vickers* » préconise, en imposant des recapitalisations séparées, le cantonnement (ring-fencing) de la banque de dépôt et de la banque d'affaires. Ce cantonnement est supposé décourager les banques à spéculer. De passage à Paris, Vickers a précisé aux Echos que les recommandations de sa commission « *ne sont pas une condamnation* » de la banque universelle. « *Nous ne voulons pas une séparation totale. Nous préconisons une banque universelle structurée plutôt que non-structurée. Nous tenons aux vrais avantages de la banque universelle, par exemple la diversification des risques, le fait de pouvoir offrir un service intégré aux clients qui veulent des prestations de banque de détail et de banque d'investissement. Ce que nous voulons résoudre était le problème de la subvention publique implicite pour l'ensemble des activités de la banque car le gouvernement se sent responsable à cause des opérations de la banque de détail* ».

Il s'agit donc ici d'un simple « *ravalement de façade* » visant à rendre les banques installées à Londres mieux sécurisées, du moins en apparence, que leurs concurrentes étrangères. Cependant, avec l'option Vickers, en cas de faillite, les déposants et les actionnaires se verront spoliés de leur argent – puisque le système de « *banque universelle* » se trouve ainsi « *structuré* » et non abrogé. Les vases communicants entre fonctions de dépôt et d'investissement jouant ainsi en fin de vie, par effet de contamination. Les banques pourront donc toujours effectuer leur chantage contre les États : si vous nous renflouez pas, ce sera la ruine, non seulement des actionnaires, mais des déposants, même si l'État ne prétend que garantir les déposants. C'est ce qu'on appelle « *l'aléa moral* », c'est-à-dire le chantage des banques sur les États, qu'on a prétendu combattre mais qu'en fait on maintient sous la couverture d'un « *cantonement* » sous le « *même toit* » juridique.

HISTORIQUE

En juin 2010, l'ancien économiste en chef de la Banque d'Angleterre Sir John Vickers fut mandaté pour présider la Commission indépendante bancaire (IBC) chargée de formuler des propositions pour une réforme bancaire présentées sous forme d'un rapport en septembre 2011.

ACTUALITÉ

Mise en application prévue au Royaume-Uni à partir de... 2019. Il s'agit donc d'un sparadrap prévu pour être appliqué bien après l'apparition de la gangrène.

UNE BANQUE NATIONALE :

- La Banque Nationale d'Alexander Hamilton
- Rapport sur une Banque Nationale (1790)

La Banque Nationale d'Alexandre Hamilton

...Après des décennies de répression par les autorités britanniques, l'émission monétaire directe fut progressivement abandonnée dans les colonies. On n'y eut recours à nouveau qu'à partir de 1775, lorsque le Congrès continental autorisa l'émission d'une monnaie-papier commune pour financer la guerre, ce qui provoqua, bien entendu, une forte inflation.

Une fois la guerre terminée, le jeune aide de camp de George Washington, Alexander Hamilton, fut nommé comme premier Secrétaire au Trésor des États-Unis d'Amérique. Hamilton est aujourd'hui connu pour ses rapports au Congrès, dont ceux sur les Manufactures et la Banque nationale.

Dans sa réorganisation de la politique économique et financière du pays, Hamilton n'a pas retenu le principe d'émission monétaire directe. Il a préféré mettre en place une Banque nationale indépendante, du moins en ce qui concerne l'émission monétaire, chargée cependant d'une mission d'intérêt public et soumise à un ensemble de règles soigneusement rédigées. « Il faut considérer qu'une telle banque ne relève pas uniquement de l'intérêt privé, mais constitue une machine politique de la plus grande importance pour l'État », écrivit Hamilton dans son Rapport sur une Banque nationale. L'État détenait par ailleurs 20 % des parts de la Banque.

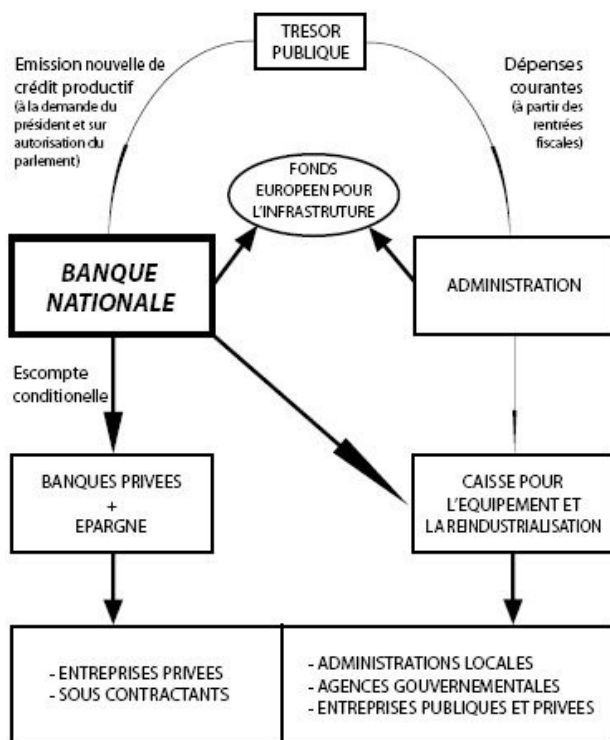
Contrairement à la Banque d'Angleterre, sa raison d'être n'allait pas se limiter à prêter de l'argent à l'État. Sa mission était de permettre d'accroître « le capital actif et productif du pays » en facilitant, par l'émission de monnaie-papier, la circulation générale de l'argent ; ses billets, ayant cours légal, devaient faciliter la perception des taxes et droits de douane ; l'intégration, dans son capital, d'une partie des bons du trésor nouvellement émis suite à la réorganisation des vieilles dettes de la Guerre d'indépendance, devait permettre de rétablir le crédit des États-Unis [1] ; son capital de dix millions de dollars, une somme considérable pour l'époque, permettrait d'accroître considérablement le volume des prêts et d'accélérer le développement des manufactures.

Ainsi, si Hamilton était partisan de l'émission monétaire indirecte (c'est-à-dire en passant par une banque nationale relativement indépendante), cela ne signifie pas qu'il fut libéral pour autant. Il était avant tout un colbertiste, comme le montrent sa promotion de mesures protectionnistes et sa réfutation des thèses physiocrates dans son Rapport sur les manufactures. Les physiocrates, dont le principal représentant aux États-Unis était Thomas Jefferson, étaient opposés à l'intervention de l'État, de même qu'à l'existence de la monnaie-papier et des banques commerciales. Leur vision agraire de l'économie reposait avant tout sur le libre-échange des céréales (à l'instar des partisans de l'OMC aujourd'hui) et exigeait que le revenu de l'État soit seulement constitué d'une taxe levée sur la terre [2]. Cette doctrine, qui avait été élaborée quelques décennies auparavant en France en réaction, peut-être, à la bulle de John Law, était en réalité dirigée contre le colbertisme et la dîme royale de Vauban [3].

Retour à l'émission monétaire directe

La reconstitution, depuis les années 60, d'un puissant cartel financier international associé aux intérêts de la couronne britannique [4] exige aujourd'hui la mise en place d'une opposition efficace, sous la forme d'institutions monétaires étroitement contrôlées par l'État. La puissance de ce cartel est beaucoup plus grande qu'à l'époque d'Alexander Hamilton, et demande par conséquent une plus grande vigilance de la part des défenseurs des intérêts nationaux. Par ailleurs, les graves abus commis par les banques privées au cours des trois dernières décennies ont récemment conduit les banques centrales à s'engager dans une tentative désespérée de renflouement des actifs par une explosion de crédits à court terme, tout en exigeant des pouvoirs publics une politique d'austérité draconienne pour rééquilibrer le budget de

Le cheminement du crédit productif



l'État. C'est l'intégrité même de nos sociétés qui est en danger.

Par conséquent, nous devons rapidement, en plus d'une réorganisation générale des dettes des institutions bancaires et financières, redonner au Trésor de chaque pays la prérogative de l'émission monétaire directe, comme le propose l'économiste américain Lyndon LaRouche. Le besoin urgent de canaliser d'importantes quantités de crédit à long terme dans les secteurs productifs de l'économie, de même qu'une meilleure compréhension, par rapport aux premières expériences du XVIIIe siècle, du rôle de la technologie et de l'infrastructure dans le développement économique, justifient la réhabilitation de cette manière d'émettre la monnaie, avec quelques ajustements.

L'émission et la mise en circulation du nouveau crédit productif se fera en utilisant la procédure suivante : d'abord, à la demande du Trésor, l'assemblée législative sera invitée à voter l'émission d'une quantité déterminée de monnaie nouvelle.

Ensuite, une partie de cette somme sera déposée dans une banque nationale contrôlée par l'État, puis prêtée aux banques commerciales privées par une « fenêtre d'escompte » qui permettra à la Banque nationale d'avancer, jusqu'à hauteur d'un certain pourcentage, des sommes d'argent sur une partie des prêts préalablement accordées, et selon des critères prédéfinis, par les banques commerciales aux entreprises. Ce couplage de l'argent neuf avec celui déjà en circulation en vue d'objectifs stratégiques permettra d'obtenir un effet maximal avec une émission monétaire minimale.

Une autre partie de cet argent neuf sera prêtée aux agences gouvernementales - à travers un fonds d'équipement - chargées de développer l'infrastructure d'intérêt général dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'eau, etc., ainsi que dans le domaine de la recherche scientifique fondamentale.

En aucun moment cependant, la monnaie nouvellement émise servira à financer les dépenses courantes de l'État. Cette distinction entre dépenses d'équipement et dépenses de fonctionnement constitue un élément de sécurité contre la dévaluation liée aux abus d'émission monétaire.

La principale sécurité sera cependant de faire en sorte que l'argent neuf soit utilisé de manière à induire des gains de productivité maximaux, tant par le développement de l'infrastructure que par l'introduction de technologies nouvelles dans les secteurs liés à la production de biens tangibles. Plus les technologies seront avancées, plus les gains de productivité seront élevés.

Ce sont ces gains de productivité qui permettront ensuite de contrer les effets intrinsèquement inflationnistes à toute forme d'émission monétaire, directe ou indirecte. Voilà le secret d'une politique monétaire compétente.

Benoit Chalifoux

Rapport sur une banque nationale - Alexander Hamilton

Alexander Hamilton (1755-1804) créa la première Banque nationale des États-Unis. Par opposition au système de banques centrales privées, le système de banque nationale donne à l'État la capacité unique d'émettre du crédit et, par conséquent, de diriger ce crédit vers une activité nécessaire à l'intérêt général. Nous publions ici des extraits de son **Rapport sur une banque nationale, présenté au congrès en 1790**.



Alexandre Hamilton

Le Secrétaire rapporte respectueusement : « [...] Qu'une banque nationale est un instrument de première importance en vue d'une administration prospère des finances et serait de la plus grande utilité pour les opérations en rapport avec la promotion du crédit public [...]

Voici quelques-uns des principaux avantages d'une telle banque :

L'augmentation du capital actif ou productif d'un pays.

L'or et l'argent, s'ils sont utilisés simplement comme instrument d'échange et d'aliénation ont été dénommés non sans raison capital mort [improductif, Ndr] ; mais s'ils sont déposés dans une banque, pour devenir la base de la circulation de papier [monnaie fiduciaire ou scripturale, Ndr], qui prend leur caractère et place comme signes ou représentants de la valeur, alors ils acquièrent la vie ou, en d'autres termes, une qualité active et productrice [...] il va de soi, par exemple, qu'une monnaie détenue dans son coffre par un marchand qui attend une opportunité pour l'employer, ne produit rien jusqu'à ce que l'opportunité se présente. Mais, si au lieu de séquestrer son argent de cette manière, il le dépose à la banque ou l'investit dans le capital d'une banque, il apporte un profit dans l'intervalle [...]. Son argent ainsi déposé ou investi constitue un fonds, à partir duquel lui-même ou d'autres peuvent emprunter des quantités bien plus élevées, C'est un fait bien établi que les banques en bon crédit peuvent faire circuler une plus grande somme que la quantité qu'elles détiennent effectivement en or ou en argent. [...]

L'une des propriétés des banques est d'accroître le capital actif du pays [...] l'argent de tel particulier, alors qu'il est déposé en sécurité à la banque ou investi en action, est en mesure de satisfaire aux besoins d'autres, sans pour autant être soustrait de son propriétaire [...].

Cela génère un profit supplémentaire, venant de ce qui est payé par d'autres pour l'usage de son argent, alors que lui-même n'est pas en mesure d'en faire usage ; la monnaie est ainsi dans un état d'incessante activité. [...]

La faculté de la banque de prêter et de faire circuler une somme supérieure au montant de son actif en pièces métalliques génère, au service du commerce et de l'industrie, une augmentation nette du capital. Les achats et les créations d'entreprise peuvent en général être réalisés par une somme donnée en papier bancaire ou en crédit, aussi efficacement qu'une somme égale d'argent et d'or. Ainsi, en contribuant à élargir la masse des entreprises industrielles et commerciales, les banques deviennent les nourrices de la richesse nationale [...].

Qu'est-ce que la richesse ? [...]

La richesse intrinsèque d'une nation ne se mesure pas par l'abondance du métal précieux qu'elle recèle, mais par la quantité et les productions de son travail et de son industrie [...]. Il est certain que la stimulation de l'industrie à l'aide d'un système de crédit papier adapté et bien régulé, est à même de compenser, et au-delà, la perte d'une partie de l'or et de l'argent d'une nation [...]. Une nation qui n'a pas de mines sur son sol doit obtenir le métal précieux d'ailleurs, généralement en échange des produits de son travail et de son industrie. La quantité qu'elle possédera sera en principe déterminée par le solde, favorable ou défavorable, de sa balance commerciale ; c'est-à-dire selon la proportion entre sa capacité à répondre à la demande étrangère et son besoin de marchandises étrangères, soit la différence entre le montant de ses importations et le montant de ses exportations. Ainsi, l'état de l'agriculture et des manufactures, la quantité et la qualité de la main-d'œuvre et de l'industrie doivent influencer et déterminer l'accroissement ou la réduction du stock d'or et d'argent.

Si tout cela est vrai [...], des banques bien constituées [...] augmentent de différentes façons le capital actif du pays. C'est précisément cela qui génère l'emploi, qui anime et accroît le travail et l'industrie. Toute addition qui contribue à mettre en œuvre une plus grande quantité des deux, tend à créer une plus grande quantité des produits des deux : et, en fournissant plus de biens pour l'exportation, conduit à une balance commerciale plus favorable et en conséquence à l'introduction d'or et d'argent.

Le soutien à l'industrie est [...] d'une plus grande utilité pour corriger une balance commerciale déficiente qu'aucune réduction dans les dépenses des ménages ou des individus : et la stagnation de l'industrie plongera à coup sûr le déséquilibre que ne pourra supprimer une politique de restriction des dépenses.



La première banque nationale des Etats-Unis à Philadelphie.

Pourquoi une banque nationale ? [Hamilton donne plusieurs raisons pour lesquelles des banques privées existantes ne peuvent jouer le rôle de banque nationale et pourquoi une nouvelle banque doit être créée. [...]]

La dernière raison [...] est la nécessité de se protéger d'influences étrangères qui pourraient s'infiltrer dans la direction d'une banque. Une prudence raisonnable interdit à toute personne qui ne serait pas citoyen des Etats-Unis de devenir le directeur de la Banque nationale, ou que des étrangers non résidents puissent influencer la désignation de directeurs par le vote de leurs représentants [...].

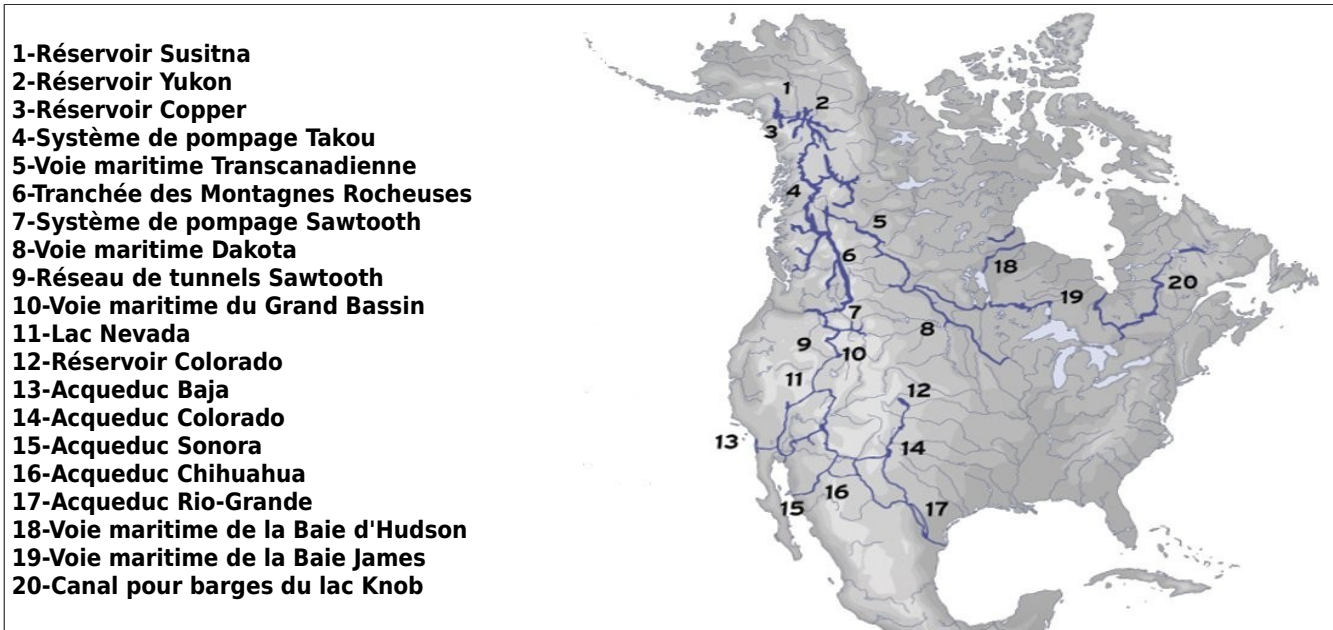
On doit considérer qu'une telle banque n'est pas du ressort de la propriété privée, c'est une machine politique de la plus haute importance pour l'Etat. »

NAWAPA XXI:

- **La mise en œuvre**
- **Introduction au rapport NAWAPA XXI**

NAWAPA-La mise en œuvre

La mise en œuvre du NAWAPA signifie une prise de décision audacieuse afin de solutionner les besoins à long terme de l'humanité pour les 50 prochaines années en ce qui concerne la gestion de l'eau ainsi que celle des autres ressources déjà connues et nouvelles. Cela implique que la civilisation humaine prenne en main sa propre destinée, en gérant les phénomènes à l'échelle continentale et mondiale plutôt que locale.



Une véritable gestion de l'eau

Par ses spécificités topographiques et ses courants d'airs océaniques, l'Amérique du Nord voit le quart de toutes ses précipitations annuelles (pluies et neiges) tomber sur une mince frange du continent. Ce sont 1,600 kilomètres cube (km³) d'eau qui s'écoulent directement dans les océans Pacifique et Arctique, sans être assimilés par la biosphère continentale, donc gaspillés. Au même moment, une large partie de la section ouest du continent demeure aride et incultivable.

NAWAPA est la solution à cette mauvaise distribution des précipitations : en utilisant 11% des eaux de ruissellement, soit 170 km³, des barrages et des tunnels placés stratégiquement créeront un système de captage énorme, de nouveaux réservoirs et canaux, tirant ainsi profit de la topographie naturelle de la chaîne des Montagnes Rocheuses et permettant une distribution d'eau aux terres desséchées ainsi qu'aux réseaux fluviaux stratégiques. Avec 24 km³ d'eau pour les provinces des Prairies canadiennes, 85 km³ pour les états de l'Ouest des États-Unis et la région des Grands Lacs, et 29 km³ pour le Nord du Mexique, c'est 140,000 km² de terre qui seront irrigués, doublant ainsi la surface actuelle de terres irriguées à l'ouest du Mississippi, et remplaçant les ressources des eaux souterraines aujourd'hui insuffisantes avec une source continue s'écoulant par gravité. Cela permettra d'alléger les coûts de pompage pour l'industrie agricole rétablissant du même coup sa productivité.

Nous savons que 40% des précipitations sur les continents (Catégorie A) retournent directement par ruissellement ou par les nappes phréatiques vers les océans, alors que 60% des précipitations sur le continent (Catégorie B) se ré-évaporent et retombent sur le continent, se recyclant 2.7 fois avant de retourner dans les océans. En construisant NAWAPA, 170 km³ des précipitations de la Catégorie A seront intégrés à la Catégorie B, pour être utilisés plusieurs fois plutôt qu'une, en se ré-évaporant et répliquant le cycle sur le continent avant de sortir du système avec un rythme et une durée accrue par le biais des plantes et l'évapotranspiration des sols, ainsi que par d'autres techniques d'ingénierie biosphérique.

Le Réseau ferroviaire

Pour une construction efficace de NAWAPA et une utilisation optimale des régions du Nord :

- Plusieurs lignes de chemin de fer de l'Union Pacific, de la Burlington Northern Santa Fe, et du Canadien Pacifique, allant du Midwest américain à travers l'Idaho jusqu'à la tranchée des Montagnes Rocheuses,

nécessiteront un doublement sinon un triplement des voies.

- Le chemin de fer Alaska-Canada doit être finalement complété, avec deux lignes doubles connectant Prince George à Fairbanks et Dawson Creek à Fairbanks, totalisant 3,540 km de rail.
- 1569 km de lignes doubles joindront Fairbanks, Alaska, avec Egvekinot, Chukotka, incluant un tunnel et/ou un pont de 96 km traversant le détroit de Béring.

Création d'Emploi

NAWAPA lui-même créera directement et indirectement 4 millions d'emplois, en plus des 1,5 million possibles par l'usage de la technologie nucléaire pour produire 30 000 MW (mégawatts) d'électricité pour alimenter le système de pompage, pour un total de 5,5 millions de nouveaux emplois créés.

La révolution des Grands Lacs au Canada

Le Canal Érié fut une transformation révolutionnaire, ouvrant le Midwest américain au commerce et fit de la ville de New York une métropole. Également, les canaux pour le transport par barges du NAWAPA qui relieront le Lac Supérieur à l'Océan Pacifique, ainsi que la Baie d'Hudson, la Baie Georgienne et les mines du Labrador et du Québec aux Grands Lacs, transformeront les sols riches en minerai autrefois difficiles, voire impossibles à exploiter en raison de problèmes d'accès, menant vers une explosion du potentiel minier, industriel, technologique et scientifique le long des berges des canaux, comme ce fut le cas avec le corridor industriel du Mississippi.

Efficacité dans la conception

La conception du NAWAPA a été faite de manière à obtenir le plus grand impact pour le plus petit nombre de réservoirs et de systèmes de distribution. 3150 projets individuels de gestion d'eau avaient été autorisés ou proposés par les Corps d'ingénieurs de l'armée américaine en 1966, pour 3,330 km³ de capacité de stockage d'eau. NAWAPA ne nécessite que 369 projets individuels pour une capacité de stockage d'eau de 5,300 km³.

Liste des matériaux et procédés

Afin de construire les ponts, barrages, canaux, réservoirs, aqueducs et tunnels du NAWAPA, il faudra au moins :

- Des centaines de millions de poches de ciment, 441 millions de tonnes de fer, des dizaines de millions de tonnes de cuivre et d'aluminium, et une vaste panoplie de nouvelles machines seront requis pour construire le projet et déplacer environ 24,5 km³ de terre.
- Creuser 50 tunnels pour une distance totale de 1600 km, déplaçant 660 millions de mètres cube de roches, utilisant un nombre sans précédent de tunneliers, et possiblement de nouvelles techniques.
- Une quantité non-définie de demandes pour la production d'équipements électriques lourds, incluant :
 - a) centrales énergétiques, incluant biefs, conduites forcées, portes de digue, turbines, unités de génératrices, appareillage et,
 - b) stations de pompage, incluant de puissants moteurs, pompes, et valves, conduites d'entrée et de sortie.

Renaissance nucléaire

Le système de pompage Sawtooth en Idaho, haut de 750 mètres, nécessitera 26 000 MW d'énergie, qui pourront être fournis par 65 réacteurs modulaires de 400 MW chacun, comme le modèle PRISM de GE-Hitachi. La présente génération de réacteurs nucléaires canadiens CANDU-6 subviendra à la demande énergétique importante pour les stations de pompage le long de la voie maritime Canada-Grands Lacs.

Cependant, le défi que représente le développement des régions éloignées de l'Arctique nous donne l'opportunité de progresser vers des réacteurs nucléaires de la quatrième génération, à haute température et à sécurité intrinsèque. Ces réacteurs fourniront non seulement de l'électricité mais aussi une chaleur industrielle à très haute température, permettant ainsi le raffinement du pétrole sur place, la production d'essence synthétique et le dessalement de l'eau de mer.

Hydroélectricité

Grâce à l'utilisation du relief continental, NAWAPA générera annuellement 40 000 MW d'énergie en surplus au Canada (32 000 MW en Colombie-Britannique, 2000 MW au Yukon, 6000 MW au Manitoba) et 33 000 MW aux États-Unis, grâce à l'écoulement par gravité.

Réorganisation planétaire et hémisphérique

L'approche NAWAPA implique un changement dans l'organisation de la planète dans son ensemble, et sa mise en œuvre entraînera le développement d'autres pays en tant que véritables états-nations souverains, qui utiliseront la totalité de leur territoire pour accroître les bienfaits scientifiques ainsi que le pouvoir de leurs citoyens. L'accroissement de la densité des infrastructures et des techniques de gestion du sol mèneront à un accroissement garanti des pouvoirs productifs de la main-d'œuvre, par unité de surface, à un degré jamais vu auparavant, sur chaque continent où le principe sera mis en application.

Avancées scientifiques

En plus de transformer la planète grâce à sa gestion continentale de l'eau, NAWAPA est un programme scientifique dans le véritable sens du terme :

La mise en marche d'un système de gestion de réservoirs de cette taille, le long d'un corridor continu, engendra très certainement des transformations qualitatives, quoique imprévisibles, dans la coordination scientifique et technologique générale.

La création de 50 larges tunnels, totalisant plus de 1600 kilomètres, donne une idée des percés à accomplir dans le domaine de la cartographie géologique, ainsi que des découvertes fondamentales à faire dans notre compréhension de la création biosphérique de la croûte terrestre, et la nature de ses minerais biogéniques utiles. Créer une présence humaine permanente et croissante dans les régions du Nord transformera notre perspective scientifique actuelle de l'Arctique, passant de stations de recherches isolées dans des conditions dangereuses et éloignées, à une capacité scientifique active.

Et puisque l'Arctique est à une proximité unique des conditions électromagnétiques singulières des régions polaires, une compréhension du système des relations électromagnétiques qui détermine les interactions magnétiques entre la Terre, le Soleil et le Système solaire, et qui a déterminé les processus évolutifs de la biosphère, pourra finalement être ajouté aux connaissances de l'homme et à son économie.

En restaurant une gestion stricte et constante du cycle hydrologique, de nouvelles percées verront le jour dans l'ingénierie biosphérique du climat, de la vie végétale, de l'eau souterraine et des sols. Par la gestion rapprochée des 240 réservoirs de NAWAPA, non seulement la production continentale de poissons et de protéines aquatiques sera multipliée plusieurs fois, mais de nouvelles frontières seront établies dans notre connaissance des impacts des réservoirs, et dans les méthodes de traitement de l'eau, maîtrisant ainsi l'utilisation et l'ingénierie des micro-organismes, poissons et plantes.

Avec la réalisation du projet NAWAPA, l'humanité, au lieu d'être assujettie aux caprices de la nature et des conditions locales, prendra en main sa propre évolution et celui de son environnement.

À voir :

NAWAPA : une vue d'ensemble [23:32]



http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=article2&id_article=221

Introduction au rapport NAWAPA XXI

6 juin 2012

Nous présentons ci-dessous l'introduction, traduite en français, du rapport NAWAPA XXI, un document de 102 pages qui a été produit par notre mouvement associé aux États-Unis, le comité d'action politique de Lyndon LaRouche (LaRouchePAC).

« Tout membre du Congrès, toute personne de la branche exécutive en commençant par le Président doit, en ce qui concerne les ressources nationales, penser et agir durant son mandat en fonction de la prochaine génération, car aucun projet élaboré aujourd'hui ne sera bénéfique pour nous. Tout ce que nous entreprenons aujourd'hui est fait pour ceux qui viendront après nous. Et comme ceux qui avaient entrepris quelque chose il y a plusieurs années nous ont permis d'être là où nous en sommes aujourd'hui, j'espère que nous remplirons nos obligations envers la génération qui nous suivra. »

- John F. Kennedy
Pueblo, CO, le 17 août 1962

Ce rapport est dédié à la mémoire de John F. Kennedy

Introduction

Aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient avant l'assassinat du Président John F. Kennedy en 1963. La promesse d'un leadership visionnaire dans le gouvernement américain qui persista jusqu'à la candidature présidentielle de Robert Kennedy s'est finalement éteinte avec son assassinat cinq ans plus tard. La transition soudaine d'un grand optimisme technologique à une croyance selon laquelle le progrès scientifique et le développement des ressources devraient être arrêtés, jointe au culte de la spéculation boursière et de la dérégulation, a résulté, comme la chose était prévisible, en des usines vétustes, des infrastructures délabrées et une profonde désorientation de nos concitoyens face au futur.

La perte de plus en plus rapide de nos capacités manufacturières et de notre main d'œuvre qualifiée au cours des dernières décennies, nous a conduits à une dépendance dangereuse vis-à-vis d'une économie mondiale qui est centrée sur le libre-échange et qui est en voie de désintégration. Notre réseau d'infrastructures est entièrement délabré. Ceux qui possèdent des qualifications dans des métiers productifs sont sur le point de prendre leur retraite, si ce n'est déjà le cas, sans que des remplaçants adéquats aient été formés puisque la nouvelle génération a grandi dans une économie de service postindustrielle. La sécurité alimentaire n'existe plus, alors que les réserves sont à leur plus-bas niveau historique ce qui, combinées à une infrastructure vétuste, nous rend vulnérables aux catastrophes naturelles comme les tempêtes, les inondations et la sécheresse qui ont dévasté nos plaines fertiles en 2011.

En plus du présent manque de capacité productive, le changement culturel apporté dans les façons de voir a engendré une ferveur toute religieuse pour les coupures budgétaires que nous nous infligeons à nous-mêmes au nom de la « responsabilité fiscale », ce qui menace de donner le coup de grâce à ce qui reste de capacité logistique et productive nécessaire pour la reconstruction de notre économie. Tout cela n'est pas le fruit du hasard. L'empire monétaire centré à Londres et à Wall Street souhaite la destruction des États-Unis, une intention stratégique qui est évidente pour qui considère le caractère des présidences de George W. Bush et Barack Obama.

Pour toutes ces blessures nous n'avons que nous mêmes à blâmer, et notre rôle de serviteur d'un système étranger à nos intérêts souverains est le résultat d'une amnésie nationale vis-à-vis d'un héritage que nous trahissons. Il est maintenant impératif que surgisse une armée de patriotes qui s'unira autour d'un projet qui : a) soit rigoureusement élaboré et capable de mobiliser les compétences que notre économie jadis florissante est en train de perdre ; b) qui évoque les grandes réalisations qui font notre fierté nationale ; c) qui permette de restaurer le crédit public des États-Unis comme source d'investissement productif.

Grâce à un projet général de cette nature, capable de changer la direction qu'a prise notre nation, un mouvement

patriotique peut se constituer, même à cette heure tardive, pour devenir le point de ralliement qui mènera à l'élection d'un Président qualifié.

NAWAPA XXI, le projet que nous proposons ici, répond à ces critères. NAWAPA XXI a été élaboré à partir de la proposition de 1964 qui s'appelait simplement NAWAPA (North American Water and Power Alliance [1]ou en français l'Alliance Nord-américaine pour l'eau et l'énergie), et il a été mis à jour et amplifié pour répondre aux besoins économiques

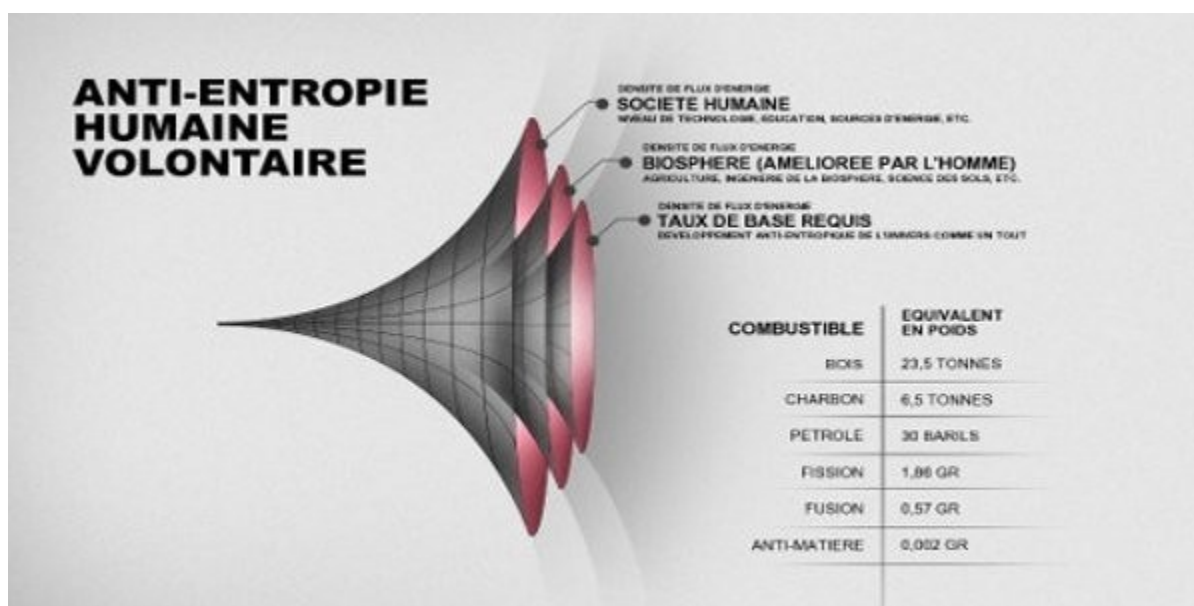
d'aujourd'hui, y compris l'essentielle restauration d'un système national de crédit public.

Cependant ce projet, dont l'impact et la nécessité sont pleinement démontrés dans les pages qui suivent, n'est pas simplement un projet d'ingénierie capable de restaurer le progrès économique ; il implique et requiert une compréhension différente de l'économie où celle-ci est vue comme faisant partie de la physique.

De ce point de vue on peut alors reconnaître que la cause de la présente crise n'est pas une erreur qui se serait produite sur les marchés financiers, mais une erreur associée au paradigme de la valeur monétaire. La valeur monétaire a remplacé la valeur du progrès technologique associée à la maîtrise et à la régulation de la nature par l'esprit humain.

En d'autres mots, ce dernier paradigme se traduit par de nouveaux systèmes pour développer les ressources et l'énergie, ainsi que par une augmentation constante de l'activité manufacturière qui accompagne la croissance de ces capacités, tandis que le premier paradigme promeut la cannibalisation des infrastructures existantes, produisant les profits monétaires nécessaires à la poursuite de la consommation, mais sans créer la productivité permettant de régénérer la richesse consommée.

L'histoire de l'évolution de la vie sur terre, comme l'a démontré l'équipe de recherche du LaRouchePAC [2], n'a jamais montré de tendance à l'équilibre. L'ensemble la biosphère a évolué à travers une succession d'étapes qui constituaient des améliorations qualitatives, comparables à des révolutions technologiques, où l'importance de la matière vivante sur la surface de notre planète s'est sans cesse accrue. Ce phénomène peut-être observé, par exemple, dans la création de l'atmosphère d'oxygène par la photosynthèse issue de bactérie à l'état libre, qui fut suivit par l'émergence d'organismes pluricellulaires nécessitant un plus grand flux de matière et d'énergie, et de la colonisation des continents par la vie, conduisant ainsi à un accroissement massif de la biomasse et altérant de manière fondamentale des processus globaux comme le cycle hydrologique.



Chaque nouveau système, qui depuis son apparition à partir d'un point bien antérieur, était resté latent à l'intérieur du processus de développement dans son ensemble, prend à un certain moment le dessus comme système dominant et demeure comme tel tant qu'il est capable de produire les éléments nécessaires à sa survie.

L'évolution humaine est unique dans ce processus en ce que la société humaine inclut l'option de s'auto-développer volontairement. Là où l'organisation sociale et le progrès scientifique se sont unis, il y a eu développement de l'humanité, comme en témoigne l'exemple de l'histoire américaine où on peut observer le progrès des phases successive qui ont marqué l'évolution de son économie.

La technologie des moulins à eau, utilisée pour la production de fer et d'autres types de manufactures, a permis à la Colonie de la Baie du Massachusetts d'affirmer sa souveraineté. Le développement des voies navigable à l'intérieur des

terres, associé à la régulation de nos rivières durant l'administration Washington, puis celui de canaux dans les états de New York, de Pennsylvanie et d'Ohio sous les administrations de James Monroe et de John Quincy Adams, ont ouvert l'accès à de nouvelles ressources pour l'industrie et la consommation en plus d'ouvrir la voie à la colonisation du Midwest. Le soutien apporté aux canaux et à la construction de chemins de fer par l'administration de John Adams a permis à notre pays d'assumer un rôle de premier plan quant à la production d'acier et d'autres produits manufacturés. L'humanité entrait dans une nouvelle ère, semblable aux nouveaux stages représentés par la fonction de croissance constituée de cônes imbriqués qui dépeint l'évolution de la biosphère. Le développement de manufactures américaines et l'effort pour coloniser l'Ouest qu'encourageait Lincoln ont ensuite permis de constituer le territoire des États-Unis tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Les programmes lancés par Roosevelt pour développer les bassins des rivières Tennessee, Columbia et Colorado ont accru et consolidé ce que les chemins de fer transcontinentaux avaient commencé, permettant la maîtrise des ressources hydrauliques des rivières, rendant nos terres fertiles, protégeant nos citoyens contre les inondations et les sécheresses, électrifiant 90% de nos fermes et générant les découvertes en chimie capables d'augmenter la productivité de l'agriculture. Notre productivité nationale s'est accrue qualitativement, ce qui a apporté des nouveaux niveaux de consommation et de production.

De nouveaux combustibles chimiques ont permis la colonisation de l'atmosphère par l'homme, et ils lui ont même permis de pénétrer l'espace, tandis que des découvertes dans le domaine nucléaire ouvraient la voie, entre autres, à des sources d'énergie illimitées.

Même si ce processus évolutif a été marqué par de longues périodes d'inactivité, laissant parfois stagner des générations entières, la tendance qui a dominé dans l'ensemble est celle où se poursuivait l'art de faire et de transmettre les découvertes nécessaires au développement de l'humanité. John F. Kennedy s'inscrivait dans cette lignée de présidents qui ont su reprendre ce fil évolutif, en repoussant les frontières des capacités scientifiques de l'humanité, en poursuivant le programme Atomes pour la Paix d'Eisenhower par la construction des centrales nucléaires et en faisant le maximum pour faire avancer le développement des bassins hydrauliques commencé par Roosevelt, avec, pour ce faire, rien de moins qu'une proposition d'une TVA nationale [Tennessee Valley Authority, ndt]. Si la vie de John F. Kennedy n'avait pas été interrompue, il y a peu de doute qu'il aurait mis en œuvre le projet NAWAPA tel qu'il fut formulé en 1964, ce qui, combiné à un programme de fusée à propulsion nucléaire, l'étape succédant « normalement » à l'alunissage de juillet 1969, aurait conduit au prochain système nécessaire à l'évolution de l'humanité.

Depuis que nous avons tourné le dos aux politiques que Kennedy représentait à son époque, les États-Unis se sont trouvés en opposition à la tendance qui vise à transmettre et appliquer des découvertes d'une génération à l'autre, créant ainsi un fossé de deux générations, une situation sans précédent dans l'histoire de notre pays. En conséquence, la politique actuelle, une politique visant à réduire la productivité, couplée à une réduction croissante de la consommation des ressources, nous range dans la catégorie des systèmes évolutionnaires condamnés à l'extinction.

En adoptant les propositions contenues dans ce rapport, avec la pleine compréhension de leurs nécessités pour nous-mêmes et nos voisins, il serait encore possible de renverser la vague d'arriération dans laquelle notre nation se noie, et

de transmettre à une nouvelle génération les connaissances sur le fonctionnement d'une économie productive que détient une génération sur le point de disparaître.

Nous vivons sur du temps emprunté. **Agissons maintenant.**

[1] Voir la section 'Histoire du NAWAPA'

[2] LaRouchePAC.com/evolution

This 92 page Special Report is written as a proposal for action, to be immediately undertaken by Elected Officials of Government.

North American Water and Power Alliance

NAWAPAXXI

Special Report March 2012

Committee for the Republic of Canada

http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=article2&id_article=1511

Abonnez-vous / Subscribe

Nouvelle Solidarité

1 an électronique . . . \$65

1 an N S \$90

6 mois NS \$50

Executive Intelligence Review (EIR online)

year EIW \$360

months EIW \$180

months EIW \$120

months EIW \$90

2 months EIW (Intro) \$60

Total: \$ _____

comptant **chèque** **visa / master card**

Exp. Date _____

Signature _____

NOM / NAME _____

Adresse /Address _____

Province _____

Pays / Country _____

Code postal / Postal Code _____

Téléphone # _____

Adresse courriel / Email Address _____

Libellez votre chèque à l'ordre de C.D.I. / Make your cheque payable to C.D.I.

C.P. 3011, succ. Youville, Montréal, Qc., H2P-2Y8 / P.O.Box. 3011. Youville Station, Montreal, Qc., H2P-2Y8

www.comiterepubliquecanada.ca
tél. (514)461-1557 (514)461-7209
Skype: cdi.crc

ecrivez@comiterepubliquecanada.ca

Les Implications Continentales de NAWAPA [20:42]



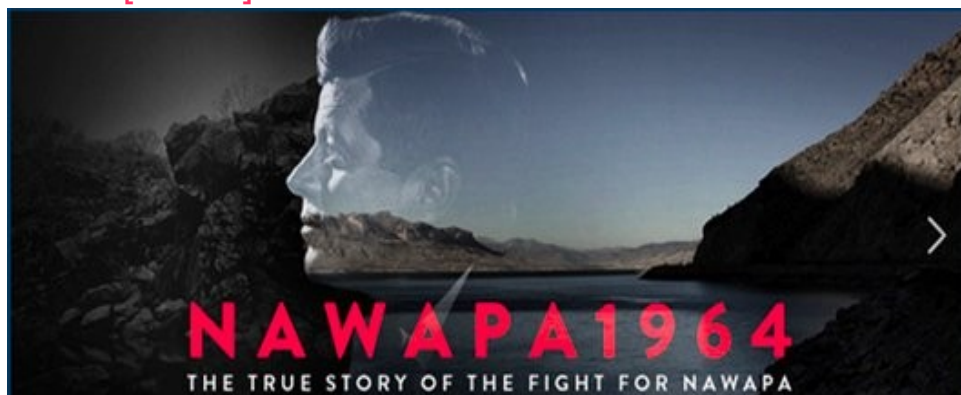
http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=article2&id_article=233

NAWAPA : une vue d'ensemble [23:32]



http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=article2&id_article=221

NAWAPA 1964 [56:40]



http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=article2&id_article=1058

Voir également notre rubrique :

[NAWAPA & Arctic Development / NAWAPA & Développement de l'Arctique](http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=rubrique8)

<http://www.comiterepubliquecanada.ca/spip.php?page=rubrique8>